

CHAPITRE I : MOYENS EN PERSONNEL

A) Cadre :

Tableau 1 : Aperçu des effectifs au sein du cadre.

| | Moyenne du cadre | Occupation moyenne du cadre | Délégations ou missions extérieures | Absences pour raisons médicales | Absences pour raisons médicales qui ont une influence sur la juridiction | Autres absences | | | Tâches non juridictionnelles |
|-------------------------------|------------------|-----------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|--------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------------|
| | 2011 | 2011 | 2011 | 2011 | 2011 | Dispenser des formations | Participer à des commissions | Suivre des formations | 2011 |
| Magistrats | 69.36 | 69.36 | 4 | 797 | 797 | 22+76 | inconnu | 76 | p.m. |
| Conseillers suppléants | 47.89 | / | 0 | / | / | / | / | / | / |
| Magistrats suppléants | 0.84 | / | 0 | / | / | / | / | / | / |
| Référendaires | 6 | 5.16 | 0 | 26 | 26 | 0 | 0 | 0 | / |
| Greffiers | 45 | 44 | 0 | 518 | 518 | 0 | 0 | 0 | / |
| Autre personnel administratif | 41 | 35.5 | 0 | 822 | 822 | 0 | 0 | 30 | / |

B. Personnel hors cadre

Tableau 2 : Aperçu des effectifs en dehors du cadre.

| | Moyenne du cadre | Occupation moyenne du cadre | Délégations ou missions extérieures | Absences pour raisons médicales | Absences pour raisons médicales qui ont une influence sur la juridiction | Autres absences | | | Tâches non juridictionnelles |
|-------------------------------------------|------------------|-----------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|--------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------------|
| | 2011 | 2011 | 2011 | 2011 | 2011 | Dispenser des formations | Participer à des commissions | Suivre des formations | 2009 |
| Juristes contractuels | 4,61 | 4,54 | 0 | 15 | 15 | 0 | 0 | 9 | / |
| Autre personnel administratif contractuel | 1 | 0,54 | 0 | 77,63 | 77,63 | 0 | 0 | 6 | / |

C. Observations

C.1. En ce qui concerne les magistrats effectifs et les conseillers suppléants

La cour d'appel de Bruxelles dispose, pour ce qui concerne les magistrats effectifs, d'un cadre légal, d'un cadre temporaire et d'un cadre en surnombre. Le cadre légal compte 46 conseillers et 16 présidents de chambre, ou au total 62 magistrats. Le cadre temporaire compte 9 magistrats. Le cadre en surnombre compte 4 magistrats. En théorie, la cour doit donc disposer de 71 magistrats effectifs.

Au cours de l'année civile 2011, un cadre complet de 71 magistrats a été atteint pour la première fois depuis longtemps. Il convient toutefois de signaler à cet égard, que les places vacantes ont été remplies avec retard. Outre le retard important pris au cours de l'année civile 2010, ces retards s'élevaient en 2011 encore comme suit :

- il a été pourvu à 1 place vacante après 9 jours calendriers ;
- il a été pourvu à 3 places vacantes après 37 jours calendriers ;

il a été pourvu à 1 place vacante après 179 jours calendriers ;
il a été pourvu à 1 place vacante après 289 jours calendriers.

Cela signifie qu'au cours de l'année civile 2011, 514 jours calendriers ont été perdus en raison de places vacantes non remplies. En équivalents temps plein, cela représente **1.41 UTP**. Seule une fraction restreinte de ces places vacantes a pu être compensée, d'une part en faisant appel à des conseillers suppléants, et d'autre part par la délégation de conseillers suppléants. Lorsque cela n'était pas possible, les audiences ont été supprimées par la force des choses, étant bien entendu que les affaires supprimées ont été, dans la mesure du possible, de nouveau fixées dans le délai le plus court possible. Dans un seul cas, dans les affaires mises en délibéré et où le délai de prononcé approchait des six mois, la réouverture des débats a été ordonnée et ces affaires ont de nouveau été mises en délibéré par un autre magistrat, qui s'est prononcé dans le délai.

Au cours de l'année civile 2011, au total 1035 jours calendriers (ou **2.84 UTP**) n'ont pas été prestés en raison d'absences pour cause de maladie (797 jours calendriers), d'absences pour donner une formation (22 jours calendriers), pour suivre une formation (76 jours calendriers) et pour d'autres raisons, dont un séjour à l'étranger (140 jours calendriers) (il a toujours été veillé à ce que les absences autorisées pour séjour à l'étranger n'aient aucune influence, ni sur le nombre d'audiences, ni sur la charge de travail, ni sur le délai de prononcé). Le nombre d'absences pour cause de maladie a été pour une grande partie provoqué par la maladie d'un nombre restreint de magistrats pendant une longue période :

1 magistrat a été absent pendant 365 jours calendriers ;
1 magistrat a été absent pendant 165 jours calendriers ;
1 magistrat a été absent pendant 92 jours calendriers ;
1 magistrat a été absent pendant 55 jours calendriers ;
1 magistrat a été absent pendant 24 jours calendriers ;
1 magistrat a été absent pendant 10 jours.

Les constatations contenues dans le rapport de fonctionnement de l'année civile 2010 s'appliquent encore intégralement. Il reste important de mentionner que toutes les absences ne sont pas connues, parce qu'elles ne sont généralement signalées et enregistrées que lorsque l'absence coïncide avec une présence prévue au palais (par exemple en raison d'une audience).

Le nombre de magistrats est tout à fait insuffisant, même quand, outre le cadre légal, l'on tient compte du cadre temporaire. Il est impossible, avec le nombre de magistrats disponibles, d'assurer notamment et surtout les chambres suivantes :

1. une chambre familiale à part entière (tant pour les affaires néerlandophones que pour les affaires francophones) ;
2. une chambre fiscale à part entière (tant pour les affaires néerlandophones que pour les affaires francophones) ;
3. une chambre civile à part entière supplémentaire (tant pour les affaires néerlandophones que pour les affaires francophones) ;
4. une chambre correctionnelle à part entière supplémentaire (tant pour les affaires néerlandophones que pour les affaires francophones) ;
5. une chambre à part entière et une chambre bilingue supplémentaire traitant des compétences exclusives.

C'est surtout la situation de la chambre traitant des compétences exclusives de la cour d'appel qui est préoccupante et dénoncée déjà depuis longtemps. Elle ne peut actuellement être composée que deux magistrats néerlandophones, bilingues, et un troisième magistrat fait donc structurellement défaut. En outre, une deuxième chambre est nécessaire parce que, si des décisions de la chambre actuelle sont cassées et renvoyées à la cour, il n'existe pas de compétence spécialisée et il n'est pas non plus possible d'en constituer à court terme en raison de la complexité et de la technicité des matières traitées. La cour a collaboré de manière très active à la rédaction d'avant-projets de propositions de loi visant à remédier à cette situation, mais doit de nouveau constater que, pendant la période décrite, il n'a pas été possible d'aboutir à une solution constructive, par manque de temps ou de volonté.

Un autre problème réside dans le fait que les magistrats sont de plus en plus sollicités pour participer à des conseils et commissions créés par le législateur (ou législateur décréteur). Il est franchement agaçant de devoir constater que ces fonctions sont uniquement ouvertes aux magistrats actifs ou aux magistrats émérites et par exemple pas aux magistrats mis à la retraite anticipée (sans parler de l'indemnité généralement bien trop faible). La cour a déjà exprimé cet agacement, jusqu'à présent sans résultat.

Le retard conscient et voulu dans le remplacement des places vacantes conformément aux circulaires n° 154, 154bis et 154ter du ministre de la Justice (pour les magistrats comme pour les greffiers et le personnel) reste une frustration récurrente qui est la cause de graves problèmes dans l'organisation de la cour. Cela doit cesser : la publication de places vacantes doit être organisée de telle manière qu'une place vacante puisse être remplie au moment où elle survient.

Les conseillers suppléants méritent davantage de considération pour les prestations qu'ils fournissent pour les besoins de la justice. Ils sont indispensables à l'organisation opérationnelle de la cour, surtout lorsque leur expertise et leurs compétences peuvent être utilisées à cet égard. Il est inacceptable que ces prestations ne soient pas correctement rémunérées.

C.2. En ce qui concerne les greffiers et le personnel des greffes

C.2.1. Cadre actuel – situation au 31/12/2011

| Grade | Cadre | Effectif |
|----------------------------------|--------------|---------------------|
| Greffier en chef | 1 | 1 |
| Greffier-chef de service | 3 | 2 |
| Greffier-chef de service délégué | - | 1 |
| Greffier | 33 | 31(+11 délégations) |
| Expert contractuel | 2 | 2 |
| Assistant | 22 | 19 |
| Collaborateur | 19 | 14 |
| Collaborateur contractuel | | 19 |
| TOTAL | 80 | 78 |

C.2.2. Évolution du cadre

Le greffier en chef actuel a pris ses fonctions le 5 décembre 2011 après une vacance de cette place de près de deux ans.

Un greffier-chef de service a exercé la fonction de greffier en chef durant cette période et un greffier a remplacé ce dernier.

Deux places vacantes de greffier-chef de service sont à de nombreuses reprises parues au Moniteur belge. L'une de ces places est vacante depuis le 1er janvier 2010.

Le taux de réussite de l'examen d'accession au niveau A2 n'est, semble-t-il, pas élevé et les candidats ne sont pas légion. À ce jour, un seul candidat a postulé à cette fonction. Malgré le fait qu'il ait réussi l'épreuve complémentaire organisée par la cour d'appel, il n'a pas souhaité être présenté à la nomination, étant également lauréat d'une autre sélection comparative.

De plus, un greffier est actuellement délégué à la fonction de greffier-chef de service. Ce nombre s'élèvera peut-être à 2 au début de l'année 2012.

Durant toute l'année civile 2011, deux greffiers ont donc manqué à l'appel.

Cet état de chose est dramatique pour le greffe et a des répercussions à long terme. Les services administratifs du greffe ont un besoin constant de direction, sur le terrain. Ces deux greffiers ayant été distraits de leurs tâches n'ont dès lors pas pu exercer les responsabilités qui leurs sont théoriquement dévolues.

C.2.3. Mouvement

Durant l'année 2011, 7 membres du personnel, dont un greffier, ont quitté le greffe. Ils n'ont pas été remplacés dans la période concernée.

L'arrivée d'un nouveau membre du personnel perturbe en outre le fonctionnement du greffe et la continuité du service puisqu'il s'agit, à chaque fois, d'entamer une nouvelle formation. Le brassage constant de personnel contribue également à une baisse du niveau de la qualité des membres du personnel, et à une baisse du niveau, en général.

Il s'agit dès lors de mettre en place les structures adéquates pour que, malgré tout, le greffe dispose de bases solides destinées à atténuer ce phénomène. Il est donc nécessaire de confectionner ou de mettre à jour des manuels spécifiques et de les mettre à la disposition de chacun sous la forme d'une documentation claire et étayée.

C.2.4. Nombre de jours d'absence

| <i>Gref</i> | <i>Accident de travail</i> | <i>Maladie</i> | <i>Congé de maternité</i> | <i>Congé social</i> | <i>Congé sans solde</i> | <i>Formatio n</i> | <i>Examen</i> | <i>Don de sang</i> | <i>Syndicat</i> |
|------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------------|------------------------------|----------------------|-----------------------------------|------------------------|
| Civil | | | | | | | | | |
| Greffiers | 0 | 291 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 |
| Personnel adm. | 0 | 687 | 0 | 18 | 2 | 8,5 | 6,5 | 33 | 34 |
| Correction nel | | | | | | | | | |
| Greffiers | 0 | 51 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,5 | 0 | 0 |
| Personnel adm. | 0 | 161 | 0 | 31 | 4 | 2 | 0,5 | 7 | 3 |
| Jeunesse + Fiscal | | | | | | | | | |
| Greffiers | 1 | 29 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Personnel adm. | 0 | 82 | 0 | 8 | 0 | 6 | 2,5 | 9 | 0 |
| Secrétariat GC | | | | | | | | | |
| Greffiers | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Personnel adm. | 0 | 4 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0,5 | 0 | 0 |
| Secrétariat PP | | | | | | | | | |
| Greffiers | 0 | 58 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | |
|----------------------|----------|-------------|----------|-----------|----------|-------------|-------------|-----------|-----------|
| Personnel adm. | 0 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 |
| Référendaires | 0 | 34 | 0 | | | 16 | 1 | 0 | 0 |
| Bibliothèque | | | | | | | | | |
| Personnel adm. | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,75 | 0 | 0 |
| Archiviste | | | | | | | | | |
| Personnel adm. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 1,25 | 0 | 0 |
| Total 2011 | 1 | 1411 | 0 | 66 | 6 | 35,5 | 13,5 | 56 | 37 |

C.2.5. Recrutement

Les candidats bilingues, de qualité, et domiciliés dans le ressort de la cour d'appel se font rares.

Le recrutement se fait, soit sur la base des listes qui sont transmises par la cellule recrutement du SPF justice, soit par le bouche-à-oreilles.

Dans de nombreux cas, les candidats qui nous sont proposés habitent, soit à la côte, soit dans les Ardennes. Il est donc très fréquent que, une fois en service, ces membres du personnel demandent leur mutation vers une juridiction plus proche de leur domicile.

Cette situation nuit inévitablement à la stabilité et à la continuité au sein des greffes.

C.2.6 Organisation et concertation

Le greffier en chef entretient des contacts directs avec ses collègues greffiers-chefs de service et greffiers. Ceci lui permet d'être constamment informé du fonctionnement du greffe et d'identifier, à temps, les points névralgiques. La concertation est journalière entre le greffier en chef et les chefs de service, et a pour objet les moyens humains, les moyens matériels et l'organisation.

Pour ce qui concerne l'assistance des magistrats, un tableau de service est dressé toutes les semaines. Il est continuellement adapté en fonction des besoins. Il tient compte des remplacements nécessaires en raison de l'indisponibilité, pour quelque raison que ce soit, de l'un ou l'autre collègue.

Concernant le fonctionnement des greffes, vous trouverez, ci-dessous, quelques observations dont il conviendra de tenir compte pour ce qui concerne la charge de travail des différents services :

A. Au niveau du greffe civil :

- L'input de nouvelles affaires a connu une légère baisse en 2011. Toutefois, ce chiffre en dit très peu sur la charge réelle du travail, le nombre de requêtes en soi n'est pas révélateur de la charge du travail ; il est important de vérifier combien de parties sont impliquées dans l'affaire. En 2011, par exemple, 1 requête concernant 1886 parties a été déposée, pourtant, statistiquement, il ne s'agit que d'une affaire.
- La suppression de la chambre centrale d'introduction « 1bis » et les introductions directes devant les chambres compétentes selon la nature de l'affaire ont une incidence sur la charge du travail du service « requêtes ». Il y a lieu d'établir un tableau reprenant les données d'introduction par chambre.
Dans la plupart des cas, le code « nature de l'affaire » n'est pas mentionné au moment du dépôt de la requête et l'avocat, il s'agit ici souvent d'avocats-stagiaires qui ne sont pas au courant du contenu de la requête, doit demander l'aide du greffier pour déterminer le code. Le résultat est que le travail s'accumule et provoque du stress puisque toute requête doit être portée à la connaissance de l'intimé au plus tard le premier jour ouvrable après son dépôt. Un problème se pose également lorsque des requêtes arrivent par la poste sans mention du code nature de l'affaire.
- À la suite de l'entrée en vigueur de la loi du 26 avril 2007 (au 1er septembre 2007), les délais de conclusions sont fixés à partir de l'audience d'introduction. Ceci implique que la plupart des délais de conclusions viennent à échéance le 15^e jour et le dernier jour du mois, de sorte que ces jours-là une énorme quantité de conclusions sont déposées ou arrivent par la poste, ce qui signifie qu'en plus du courrier à traiter quotidiennement (environ 250 pièces), environ 200 conclusions doivent encore être traitées. Dans de nombreux cas, les conclusions sont à la fois faxées et déposées ou envoyées par la poste.
- En 2011, 300 arrêts de plus que l'année passée ont été prononcés. La charge du travail du service « exécution » a dès lors énormément augmenté.
- La nouvelle législation relative aux expertises judiciaires apporte également de nombreux travaux supplémentaires ; la notification d'un arrêt doit être faite à toutes les parties et avocats dans l'affaire ; les paiements relatifs aux provisions aux experts doivent être suivis. Le greffe fonctionne ici comme comptable pour les experts judiciaires.

B. Au niveau du greffe de la jeunesse et du greffe fiscal :

Les mouvements nécessaires ont été effectués. Les membres du personnel de ces greffes ont pu assurer le nombre d'affaires/arrêts à traiter, même si le nombre de nouvelles affaires a beaucoup augmenté (notamment en raison du nombre de réinscriptions après omission dans les affaires fiscales) et si le nombre d'arrêts à constater a légèrement augmenté.

C. Au niveau du greffe correctionnel et du greffe de la chambre des mises en accusation :

Ces deux sections ont fait face dans le courant de l'année 2011 à un manque criant de personnel. Il faudra consacrer l'attention nécessaire à cette situation pour pouvoir garantir le bon fonctionnement des services.

C.3. En ce qui concerne les référendaires et juristes contractuels

Le nombre de référendaires et juristes contractuels mis à la disposition de la cour est insuffisant dans ce sens qu'un juriste doit répartir son travail entre plus d'une seule chambre et qu'il existe des chambres qui ne peuvent pas faire appel à l'assistance et au soutien d'un juriste. Leur statut relativement à la rémunération et aux possibilités de carrière doit correspondre à la valorisation des prestations qu'ils fournissent.

C.4. En ce qui concerne les huissiers de chambre

Le politique doit prendre d'urgence des décisions claires en ce qui concerne les huissiers de chambre ou messagers d'audience. Ils sont un important maillon de l'administration de la justice : ils remplissent un rôle d'intermédiaire entre les justiciables et la justice et veillent à ce que les audiences puissent être organisées de manière ordonnée et aussi qu'elles se déroulent de manière structurée. Le nombre d'heures indemnifiables attribuées à la juridiction de la cour d'appel, en vertu des circulaires consécutives (154, 154bis et 154ter), est tout à fait insuffisant ; il convient de mettre fin aux restrictions budgétaires linéaires unilatérales et une enveloppe suffisante doit être mise à la disposition de la cour.

CHAPITRE II : MOYENS LOGISTIQUES

Le rapport de fonctionnement de l'année civile 2010 donne un état des lieux détaillé en ce qui concerne les moyens logistiques de la cour d'appel (à savoir, selon le Conseil supérieur de la Justice : locaux, informatique, service de documentation, budget). Toutes les questions posées par le Conseil supérieur de la Justice y trouvent une réponse. Malheureusement ces réponses et les problèmes qui y sont exposés restent actuels et inchangés. Quelques questions prioritaires particulières sont abordées ci-après et ce qui a changé en 2011 par rapport à 2010 est également indiqué.

LOCAUX

Le vaste bâtiment qui héberge la cour d'appel (Place Poelaert 1 ou en abrégé P1) et que la cour partage avec d'autres juridictions (la Cour de Cassation, une partie du tribunal de première instance – en particulier les juridictions d'instruction et les chambres correctionnelles – et les deux Barreaux bruxellois) et d'autres utilisateurs (le parquet général, la banque ING PRIVALIS et la Régie des Bâtiments), est géré par le premier président de la Cour de Cassation et le procureur général près cette même Cour, qui sont assistés et conseillés dans cette tâche par la Commission des Bâtiments. Ils répondent également de l'accueil des visiteurs, c'est-à-dire du recrutement du personnel de l'accueil, ainsi que de la sécurité et de la surveillance (par le biais de personnel de surveillance et de la vidéosurveillance).

La cour d'appel gère uniquement les locaux qui lui ont été ou lui sont attribués, à savoir qu'elle occupe ces locaux et les assigne aux chambres pour qu'elles y tiennent audience, aux magistrats et référendaires comme bureaux, aux greffes et aux espaces d'archives. Elle gère de même le parking devant le palais de Justice à la Place Poelaert (ladite cour d'honneur), c'est-à-dire qu'elle donne autorisation d'y garer. La direction de la cour est donc limitée à une attribution opérationnelle de locaux et emplacement de stationnement, sans disposer des moyens nécessaires pour entretenir ou adapter ces espaces.

Il est particulièrement difficile, et dans certains cas impossible, d'aboutir à un consensus (tant au sein de la Commission des Bâtiments qu'en dehors) ou à une décision en ce qui concerne la destination des locaux dans le palais de Justice en fonction des besoins de ses occupants. Cette situation est notamment due à la répartition historique des locaux, à l'état du bâtiment et des locaux, aux moyens limités ou inexistantes pour remédier à cette situation, et au statut du bâtiment qui est un monument protégé.

La cour d'appel dispose – parfois de manière précaire et provisoire – de locaux dispersés dans le bâtiment et aux différents niveaux de celui-ci. Ceci a notamment pour

conséquence que le transport de dossiers, courrier et pièces prend du temps et est laborieux.

Certaines chambres sont contraintes de tenir audience dans plus d'un local, ce qui perturbe leur fonctionnement (notamment parce que les délibérations ne peuvent pas toujours avoir lieu au même endroit, parce que les dossiers doivent être déménagés d'un local à l'autre et inversement, et parce qu'il faut, parfois à des moments inopportuns, ranger l'endroit pour une autre chambre).

Lorsqu'un local devient indisponible, la cour éprouve les plus grandes difficultés pour pouvoir occuper un autre local approprié. En 2011, tel a été le cas pour le local d'audience de la chambre des mises en accusation qui a dû être fermé en raison de la présence de particules susceptibles de nuire à la santé. Le nouveau local a été mis à disposition par le tribunal de première instance de manière précaire et provisoire.

La cour ne dispose pas de moyens destinés à exécuter ou faire exécuter des travaux de réparation, et n'a pas la compétence pour mettre ces travaux en adjudication. Elle doit pour ce faire en appeler à des tiers – en particulier la Régie des Bâtiments – ce qui est la plupart du temps laborieux et n'aboutit pas toujours à des résultats.

Malgré l'absence de moyens, la cour a réussi en 2011 à réaliser quelques objectifs de la politique du premier président.

Ainsi, tous les services de la direction ont été ramenés dans un seul couloir au même étage : le bureau de l'attaché HRM et ensuite du directeur de gestion, le secrétariat du premier président, les bureaux des adjoints du premier président, les bureaux du premier président et du greffier en chef, le secrétariat du greffier en chef. Dans le même couloir se trouve aussi le greffe civil de la cour. Il s'agit vis-à-vis des avocats et des justiciables d'un regroupement des composantes importantes de la cour, permettant une meilleure visibilité et un meilleur accès de ces services.

La cour a également réussi à ramener dans un seul couloir au même étage (sous-sol) la salle d'audience, la chambre du conseil et le greffe de la section fiscale. Non seulement cela offre le même avantage que celui décrit ci-dessus pour les avocats et les justiciables, mais en outre, la distance entre la salle d'audience et le greffe est faible, ce qui limite donc très fortement la problématique du transport. Le travail peut alors être plus efficace. Cela ne signifie toutefois pas qu'une situation idéale soit atteinte ici, comme le démontrent les observations faites plus loin dans ce rapport.

La cour n'a pas encore réussi, malgré des promesses concrètes, à réaliser aussi un regroupement à un seul même étage (rez-de-chaussée), pour la section jeunesse et famille, tant du greffe, des bureaux des magistrats jeunesse que de la salle d'audience. La

réalisation de ces travaux est actuellement (c'est-à-dire lors de la rédaction du présent rapport) prévue pour le deuxième semestre de 2012. Ce regroupement au rez-de-chaussée entraînera une meilleure visibilité et une meilleure accessibilité pour les avocats et justiciables, dont des mineurs.

Un problème particulièrement aigu concerne la sécurité du bâtiment au sens large du terme. Cette problématique de la sécurité va de la sécurisation des chambres des mises en accusation et des chambres correctionnelles où des détenus doivent comparaître, du contrôle des visiteurs du bâtiment, de la surveillance externe comme interne du bâtiment, de l'entreposage de dossiers et pièces à conviction sensibles, du transport de dossiers, de l'accessibilité externe comme interne du bâtiment, à l'évacuation en cas de menace (telle qu'une alerte à la bombe) et d'incendie.

L'accessibilité du bâtiment aux utilisateurs de chaises roulantes reste compliquée et en pratique pour ainsi dire inexistante.

La signalisation fait en grande partie défaut, bien que des efforts particuliers (mais pas toujours coordonnés) soient faits dans ce sens.

Le fonctionnement des greffes est dans une grande mesure entravé par les éléments suivants :

- ⇒ Le local du greffe civil est trop petit pour traiter le flux de dossiers de manière adéquate. L'espace dont disposent les membres du personnel pour exécuter leurs tâches est trop restreint.
- ⇒ La dispersion des différents espaces d'archives (3^e étage, étage 0.1) et le manque d'espace d'archives à proximité des greffes entraîne une trop grande perte de temps pour le classement des pièces et dossiers de procédure. Par ailleurs, il existe également un manque criant d'espace d'archives.
- ⇒ Il faudrait obtenir maintenant une réponse claire et définitive à la question de savoir s'il existe ou non un risque d'effondrement relatif aux archives situées au-dessus du greffe civil, pour être sûr de pouvoir continuer à utiliser ces archives.
- ⇒ Le greffe fiscal est situé au -1 et consiste en 3 locaux situés à proximité les uns des autres. L'un de ces locaux est occupé par le service « expédition » (2 personnes) ainsi que par une troisième personne qui dispose de son bureau dans ce local. Ces trois personnes ne font pas partie du greffe fiscal. Le greffe fiscal utilise seulement ce local comme espace d'archives. Un autre local est utilisé par le greffier audienier comme bureau. Le greffe stocke des dossiers ici aussi. En résumé, le greffe ne dispose finalement que d'un local où 3 personnes doivent

travailler quotidiennement et qui sert de plus comme espace d'accueil pour les avocats et particuliers. Cet espace est donc bien trop petit. Il convient de chercher une extension du greffe. Les 3 locaux ont besoin d'un rafraîchissement.

- ⇒ Le greffe de la jeunesse est beaucoup trop limité pour le nombre de membres du personnel qui doivent y travailler. Il n'y a pas de place pour bouger, des câbles traînent au sol, les fenêtres ne ferment plus complètement, etc. Le greffier-chef de service ne dispose pas d'un bureau personnel, même pas au greffe fiscal, par manque de place disponible. Des projets concrets visent à installer le greffe de la jeunesse à un autre endroit (anciens locaux du Jeune Barreau et salle d'audience 0.27). Le début des travaux était prévu pour le début janvier 2012 mais a déjà été reporté à juin 2012 (lors de la rédaction du présent rapport, le 4 juin 2012 est avancé comme date de départ des travaux).

INFORMATIQUE

Malgré des difficultés à la distribution des ordinateurs portables (qui a démarré en décembre 2010) pour les magistrats et les greffiers audienciers, chaque magistrat peut disposer d'un ordinateur portable, avec la possibilité de l'utiliser aussi à domicile. Toutefois, l'utilisation à domicile est limitée à Outlook Webmail via une connexion VPN sécurisée ; il n'est pas possible d'avoir accès à partir de son domicile (ou d'ailleurs) aux applications ou données se trouvant sur les disques du réseau interne du palais de Justice ou appartenant à un plus large réseau.

SERVICE DE DOCUMENTATION

Pas de modifications par rapport à l'année civile 2010.

BUDGET

Pas de modifications par rapport à l'année civile 2010.

Le budget alloué au greffe en 2011 s'élevait à 12.250 €. Grâce à une gestion de ces deniers en bon père de famille, ce budget s'est avéré suffisant.

CHAPITRE III : ORGANISATION

Le rapport de fonctionnement de l'année civile 2010 représente de manière détaillée l'organisation de la cour. Nous indiquerons ci-après uniquement ce qui a changé en comparaison avec 2010, ainsi que ce qui a été entrepris de manière complémentaire en ce qui concerne l'organisation de la cour.

La composition du comité de gestion reste inchangée (il est composé du premier président, de ses deux adjoints, du greffier en chef et de l'attaché HRM) étant entendu que l'attaché HRM a mis fin à ses prestations en avril 2011. Elle n'a pas été remplacée. Cependant, un directeur de gestion a été engagé, est entré en service au 2 novembre 2011 et fait depuis partie du comité de gestion. Les descriptions de fonction des membres du comité de gestion ont déjà été faites en détail dans le rapport de fonctionnement de l'année civile 2010. La description de fonction du directeur de gestion se retrouve dans le protocole conclu avec le ministre de la Justice et le SPF Justice, qui peut être réclamé au secrétariat du premier président de la cour. En exécution de ce protocole, un nouveau chapitre a été ajouté au rapport de fonctionnement (voir le chapitre III bis du présent rapport) ; le directeur de gestion y fait un compte-rendu de son fonctionnement au sein de la cour. Le comité de gestion se réunit en règle générale de manière quotidienne.

En ce qui concerne la composition des chambres, l'on s'est efforcé de constituer des chambres stables, c'est-à-dire des chambres composées par les mêmes magistrats et le même greffier ainsi que, dans la mesure du possible, le même référendaire, ce qui est considéré comme favorable pour la cohésion, la spécialisation et l'efficacité. L'on s'est également efforcé de faire siéger chaque magistrat dans la chambre où sont traitées des matières correspondant à ses connaissances, compétences et expérience particulières.

La cour n'a en règle générale plus organisé d'audience des chambres supplémentaires, à savoir des chambres composées notamment par 2 conseillers suppléants (la présidence devait être réservée à un magistrat effectif), principalement pour trois raisons : les magistrats effectifs n'étaient pas disponibles en nombre suffisant, les magistrats effectifs pouvaient être plus efficaces dans les chambres ordinaires et le législateur avait décidé de supprimer les activités des chambres supplémentaires.

Une exception à cette règle a été faite pour la chambre supplémentaire dans les affaires fiscales et la chambre supplémentaire dans le droit familial et des personnes. La chambre supplémentaire dans les affaires fiscales a encore été organisée (dans les limites autorisées par la loi) afin de compenser le problème de la composition des chambres fiscales effectives (dont une explication sera donnée ci-après dans le présent rapport de fonctionnement), et la chambre supplémentaire droit familial et des personnes a encore

été organisée pour donner à un magistrat effectif n'étant pas encore dans les conditions pour siéger en tant que conseiller unique, la possibilité de construire un horaire complet notamment comme président de cette chambre supplémentaire.

L'organisation des chambres de la cour est ci-après présentée conformément à leurs différentes composantes, de manière descriptive. Les tableaux repris dans le rapport de fonctionnement de l'année civile 2010 sont restés inchangés dans une grande mesure au niveau de la forme.

Le service de toutes ces chambres est réglé dans une ordonnance du premier président qui prend effet le 1er septembre de l'année judiciaire en cours. Ce planning sera, si nécessaire, adapté aux circonstances modifiées dans le courant de l'année judiciaire.

1. Le siège – chambres civiles (y compris les chambres de la jeunesse)

Les chambres civiles de la cour sont en général composées de 3 magistrats, sauf les chambres de la jeunesse, toutes composées d'1 magistrat (de la jeunesse).

Il n'est pas toujours possible de composer une chambre avec 3 magistrats de sorte qu'il faut parfois, pour pouvoir constituer un siège complet, faire appel soit à des magistrats siégeant également dans une autre chambre, soit à des conseillers suppléants.

Habituellement, chaque chambre (à l'exception des chambres de la jeunesse) tient deux audiences collégiales et une seule audience à conseiller unique par semaine. Les audiences à conseiller unique sont tenues en alternance par un seul membre de la chambre collégiale. Chaque magistrat a par conséquent normalement deux audiences collégiales par semaine et en outre une seule audience à conseiller unique toutes les trois semaines.

Les chambres de la jeunesse organisent habituellement leurs audiences par semestre.

Une modification importante ayant eu lieu en 2011 est la suppression de la chambre centrale d'introduction (qui a siégé pour la dernière fois en décembre 2011). Désormais, toutes les nouvelles affaires sont introduites devant la chambre qui gère la matière dans laquelle l'appel est intenté. Complémentairement, un système a été élaboré permettant d'effectuer le contrôle de la nature de l'affaire (via les codes nature de l'affaire) à la source, tout d'abord à l'occasion du dépôt de l'acte (par l'avocat en vertu d'un protocole conclu avec les barreaux du ressort, ou par le membre du personnel qui reçoit l'acte, éventuellement assisté par les référendaires et juristes à tour de rôle) et ensuite lors de son introduction et renvoi éventuel dans les quinze jours vers la chambre compétente.

Les chambres civiles siègent de manière schématique comme suit :

| Chambre | Rôle linguistique | Audiences collégiales par semaine | Audiences à conseiller unique | Observation | Matières |
|---------|-------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| 1 | NL (et F) | 2 | 1 par semaine | | Civil |
| 2 | F | 2 | 1 par semaine | | Civil |
| 3 | NL | 1 | 2 audiences toutes les trois semaines | Un des magistrats siège aussi à la 17 ^e chambre. Un deuxième magistrat siège aussi dans les chambres de la jeunesse. | Famille et personnes |
| 3 | F | 2 | 2 audiences toutes les trois semaines | Un des magistrats siège aussi dans les chambres de la jeunesse. | Famille et personnes |
| 4 | F | 2 | 2 audiences toutes les trois semaines | Un des magistrats n'est pas encore dans les conditions pour siéger en tant que conseiller unique. | Civil |
| 5 | NL | 2 | 1 audience par semaine | | Civil |
| 6 | F | 2 | 2 audiences toutes les trois semaines | La chambre francophone compte 1 magistrat appartenant au rôle linguistique francophone. | Fiscal |

| | | | | | |
|---|----|---|---------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| | | | | Les deux autres sont des magistrats bilingues appartenant au rôle linguistique néerlandophone. | |
| 6 | NL | 2 | 2 audiences toutes les trois semaines | Un des magistrats siège aussi à la 15 ^e chambre correctionnelle. | Fiscal |
| 7 | F | 1 | 1 audience par semaine | Un magistrat siège aussi à la 16 ^e chambre. Un autre magistrat n'est pas encore dans les conditions pour siéger en tant que conseiller unique. Les audiences à conseiller unique sont réparties entre les deux autres magistrats. L'un d'entre eux tient 2 audiences à conseiller unique toutes les trois semaines. | Civil |
| 8 | NL | 2 | 1 audience par semaine | | Civil (droit commercial et économique) |
| 9 | F | 2 | 1 audience | Cette chambre fait aussi appel | Civil (droit commercial) |

| | | | par semaine | à un conseiller suppléant délégué. | et économique) |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---|--------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 10 à 15 sont soit des chambres des mises en accusation soit des chambres correctionnelles | - | - | - | - | - |
| 16 | F | 1 | 2 audiences toutes les trois semaines | Un magistrat siège aussi à la 7 ^e chambre. Un autre magistrat n'est pas encore dans les conditions pour siéger en tant que conseiller unique. | Civil |
| 17 | NL et F | 2 | 1 audience par semaine | Un des magistrats siège aussi à la 3 ^e chambre NL. Une audience collégiale par semaine doit être complétée par un remplaçant. | Saisie et exécution – Requêtes de récusation – Décisions arbitrales |
| 18 | NL et F | 2 | 2 audiences à conseiller unique toutes les trois semaines | 1 magistrat fait structurellement défaut à cette chambre. | Compétences exclusives |
| 19 | - | - | - | - | - |
| 20 | NL | 2 | 1 audience par | | Civil |

| | | | | | |
|---------------------|---|---|---------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| | | | semaine | | |
| 21 | F | 2 | 1 audience par semaine | Une audience à conseiller unique toutes les 3 semaines traite les affaires fiscales. | Droit administratif et public |
| 22 à 29 | - | - | - | - | - |
| 30, 31, 32 et 33 | | | | Chambres de la Jeunesse traitant d'affaires civiles ou protectionnelles. | Affaires de la Jeunesse |

2. Le siège – chambres correctionnelles

Les chambres correctionnelles sont composées de 3 magistrats. Elles tiennent toutes trois audiences collégiales par semaine. Les chambres de la jeunesse qui siègent dans les affaires protectionnelles suivent le régime de la section de la jeunesse.

Une chambre correctionnelle a un problème structurel. Seuls 2 magistrats effectifs ont pu siéger, de sorte qu'il a fallu faire appel à un conseiller suppléant (qui a été délégué pour une partie de l'année).

Les chambres correctionnelles siègent de manière schématique comme suit :

| Chambre | Rôle linguistique | Audiences | Observation |
|---------|-------------------|-------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 11 | F | 3 audiences par semaine | |
| 12 | F | 3 audiences par semaine | |
| 13 | NL | 3 audiences par semaine | |
| 14 | F | 3 audiences par semaine | |
| 15 | NL | 3 audiences par semaine | Un des magistrats a été un conseiller suppléant délégué. Un autre magistrat effectif a aussi siégé à la chambre fiscale. |

3. Le siège – chambres des mises en accusation

Les chambres des mises en accusation tiennent 4 audiences collégiales par semaine. Chaque mois a lieu 1 audience supplémentaire concernant les requêtes de réhabilitation.

Les chambres des mises en accusation siègent de manière résumée comme suit :

| Chambre | Rôle linguistique | Audiences | Observation |
|---------|-------------------|---------------------|-----------------------------|
| 10 | F | 4 | |
| 10bis | NL et F | 4 | |
| 10ter | NL / F | 1 audience par mois | Requêtes de réhabilitation. |

4. Le siège – assises

Au cours de l'année civile 2011, un calendrier détaillé a été élaboré pour toutes les sessions d'assises dans des affaires où un renvoi à la Cour d'Assises a été ordonné. Ce calendrier est constamment mis à jour en fonction d'éventuelles circonstances (cette situation sera décrite plus en détail plus loin dans ce rapport).

5. Le siège – assistance juridique

Un seul magistrat effectif bilingue constitue le bureau et répond aux demandes d'assistance juridique.

Le premier président ou le magistrat qu'il désigne traite les demandes urgentes d'assistance juridique.

CHAPITRE III BIS : DIRECTEUR DE GESTION : ACTIVITÉS ET IMPACT SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA COUR

Le directeur de gestion a été engagé le 2 novembre 2011 pour une période de deux ans. La fonction de directeur de gestion au sein de la cour d'appel de Bruxelles a pour objectif d'offrir au premier président le soutien de gestion nécessaire et d'améliorer les processus et l'organisation de travail de la cour, ainsi que de développer et d'optimiser les statistiques et autres indicateurs mesurables. En outre, la fonction sert de projet pilote pour faciliter l'introduction des modèles de gestion, tel que prévu dans le cadre de la réforme du paysage judiciaire.

Depuis son engagement, le directeur de gestion a entamé et exécuté les principaux projets et activités suivants.

Dans le cadre de la responsabilisation des présidents de chambre (faisant fonction) en ce qui concerne la gestion et la maîtrise du stock de dossiers, le directeur de gestion a établi, sur la base des statistiques internes de chaque chambre civile, une fiche contenant des informations quant au fonctionnement et à la productivité de la chambre. Ces fiches seront régulièrement mises à jour et permettront à court terme de suivre les chambres de près relativement au traitement du stock de dossiers, de détecter les points problématiques et d'élaborer des propositions d'amélioration en concertation avec les présidents de chambre (faisant fonction). À plus long terme, ce suivi servira d'instrument de soutien lors de l'élaboration de décisions politiques plus générales et structurelles pour améliorer le fonctionnement de la cour.

Le directeur de gestion analyse et suit la politique développée par le premier président et le comité de gestion afin d'offrir un soutien lors de l'élaboration et de la réalisation d'objectifs et d'actions formulées. La première analyse déjà effectuée s'est basée sur des documents de politique existants et disponibles et sur des évaluations relatives au fonctionnement de la cour (notamment les différents contrôles effectués par le Conseil supérieur de justice et l'exercice de qualité intégrale qui a eu lieu au sein de la cour). Par ailleurs, un tableau de bord des objectifs réalisés par le comité de gestion est rédigé régulièrement sur la base des comptes-rendus des réunions de gestion.

Un projet d'amélioration a été entamé au sein de la cour afin d'augmenter la performance et la visibilité du service des référendaires et juristes contractuels ainsi que le développement des compétences individuelles de ces juristes au sein de la cour. Pour pouvoir développer et mettre en pratique des initiatives concrètes d'amélioration, le directeur de gestion a analysé le fonctionnement actuel du service et développé un cycle d'évaluation des référendaires et juristes à l'aide d'entretiens de fonctionnement et d'évaluation. Sur la base de cette analyse, des initiatives d'amélioration seront proposées

en concertation avec le service des référendaires et juristes sur le plan de la gestion du personnel, des connaissances et de la communication.

Outre ces initiatives, le directeur de gestion offre un soutien au premier président et à ses adjoints en effectuant des missions ponctuelles relatives à l'organisation de travail de la cour en général.

Étant donné que la fonction est également un projet pilote, le directeur de gestion suit les réformes du paysage judiciaire et prend part à des journées d'étude sur ce sujet. Sur la base du protocole de coopération conclu le 1er février 2011 entre le ministre de la justice, le Service Public Fédéral Justice et le premier président de la cour d'appel de Bruxelles, le directeur de gestion rédige tous les deux mois un rapport mentionnant les projets d'amélioration ainsi que l'évolution de ces projets. À la fin de la période de 2 ans, la fonction sera évaluée. À ce stade, il est donc encore trop tôt pour parler de l'impact réel sur le fonctionnement de la cour.

CHAPITRE IV : STRUCTURES DE CONCERTATION

1. Décrivez brièvement la structure de la concertation interne (au sein de la juridiction).

- concertation au sein de chaque chambre entre les membres de cette chambre ;
- concertation entre le premier président et les présidents de chambre (faisant fonction) ;
- concertation normalement quotidienne du comité de gestion de la cour, composé du premier président, de ses deux adjoints, du greffier en chef et au début de l'année (de janvier à avril 2011) de l'attaché HRM, qui, plus tard dans l'année (depuis le 2 novembre 2011), a été remplacé par le nouveau directeur de gestion ;
- concertation relative au fonctionnement des commissions d'objectivation et au suivi des projets (comme par exemple la mesure de la charge de travail) ;
- concertation lors d'assemblées générales informelles et formelles, lors de réunions par secteur et par rôle linguistique.

2. Est-il question de concertation verticale structurée avec d'autres unités d'organisation de l'organisation judiciaire (comme, par exemple, entre le tribunal et la cour, avec la Cour de cassation, etc.) ? Si oui, décrivez brièvement avec qui et comment elle est organisée et précisez-en les principaux objectifs et résultats en vous inspirant du tableau ci-dessous.

La concertation verticale structurée se fait via le premier président, qui fait partie du collège des premiers présidents, de la conférence permanente des chefs de corps et de la commission des bâtiments (dont le premier président de la Cour de cassation est le président en tant que gestionnaire du bâtiment).

Au sein du ressort, il existe une concertation entre le premier président et les autres chefs de corps.

3. Est-il question de concertation horizontale structurée avec d'autres unités d'organisation de l'organisation judiciaire (comme, par exemple, avec les parquets, les autres juridictions, etc.) ? Si oui, décrivez brièvement avec qui et comment elle est organisée et précisez-en les principaux objectifs et résultats en vous inspirant du tableau ci-dessous.

La concertation horizontale structurée se fait via le premier président, qui, en tant que membre du collège des premiers présidents, se concerta avec le collège des procureurs généraux.

Le premier président et le procureur général se rencontrent régulièrement afin d'améliorer le fonctionnement de la cour et afin de résoudre les problèmes et les malentendus entre leurs services respectifs.

4. Est-il question de concertation structurée avec des acteurs externes à l'organisation judiciaire (le barreau, le SPF Justice, etc.) ? Si oui, décrivez brièvement avec qui et comment elle est organisée et précisez-en les principaux objectifs et résultats en vous inspirant du tableau ci-dessous.

Une grande attention est également consacrée aux contacts avec les chefs de corps et avec le barreau du ressort, le parquet général et le parquet fédéral.

Tableau 3 : aperçu de la concertation structurée

| Aperçu de la concertation structurée | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Description | Objectifs / Résultats |
| Les magistrats de la juridiction | Contacts individuels | Tableau de service ; résoudre les problèmes en matière de composition de chambres, arriéré dans les prononcés, problèmes personnels, etc. |
| Les magistrats d'une autre juridiction / d'autres juridictions | Pas de concertation structurée, mais bien des contacts individuels, principalement avec les chefs de corps via le premier président | Déterminer l'attitude commune pour les magistrats de presse. |
| Conférence permanente des chefs de corps de la Cour de cassation et des cours d'appel | Réunions via le premier président | Discuter de problèmes généraux. Peu de résultat en raison d'un groupe trop important et d'une composition hétérogène. |
| Collège des Premiers Présidents des Cours du degré d'appel | Réunions via le premier président | Discuter de problèmes communs à plusieurs ressorts : mesure de la charge de travail, CTI, huissiers, etc. |

| Aperçu de la concertation structurée | | |
|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Description | Objectifs / Résultats |
| L'Union des Présidents des Tribunaux de Première Instance | Aucune concertation | |
| Le collège des procureurs généraux | Via le collège des premiers présidents | |
| Le parquet fédéral | Contacts en fonction d'évènements déterminés | Prendre des décisions concernant les affaires à fixer. Collaboration pour la mise à disposition de matériel pour effectuer des écoutes téléphoniques |
| Le Conseil des procureurs du Roi | Aucune concertation | |
| La Conférence des Auditeurs du Travail | Aucune concertation | |
| L'Union des Juges des Tribunaux de Commerce | Aucune concertation | |
| L'Union des Magistrats de Première Instance | Aucune concertation | |
| La Conférence des Présidents des Tribunaux du Travail | Aucune concertation | |
| Autres juridictions | Via le premier président, contacts avec les chefs de corps en fonction des besoins | |
| Les conseillers sociaux | | |
| Les juges sociaux | | |
| Les juges consulaires | | |
| Le parquet général | Via le premier président | Décisions en matière de règlement et de fréquence des audiences; problèmes ponctuels en matière de collaboration des différents services (greffe – secrétariat). |

| Aperçu de la concertation structurée | | |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Description | Objectifs / Résultats |
| Les référendaires | <ul style="list-style-type: none"> • Concertation avec les magistrats des chambres auxquelles ils sont affectés • Entretiens individuels avec l'adjoint concernant les affectations • Entretiens individuels concernant les tâches, la charge de travail et la répartition du travail. • Réunions de groupe concernant l'instauration des nouvelles directives pour le service des référendaires et juristes • Réunions individuelles et de groupe avec l'attaché HRM | <ul style="list-style-type: none"> • Recevoir des missions et feedback, veiller à la gestion des connaissances, etc. • Détecter de possibles problèmes et un possible mécontentement et préparer les affectations pour l'année judiciaire 2011-2012. • Répartition uniforme de la charge de travail, mise au courant des différentes tâches pour les différentes chambres. • Consultation à propos de nouvelles directives. • Assurer le bon fonctionnement du service, suivre l'administration, résoudre les conflits, etc. |
| Le service de la documentation et de la concordance des textes | La cour ne dispose pas d'un tel service | |
| Le greffier en chef et le personnel | Réunion de gestion quotidienne avec le greffier en chef | Continuité de la politique et assurer la gestion. |
| Le parquet général | Via le premier président | Décisions en matière de méga-affaires. Prises de décisions en vue de points de vue uniformes. Concertation pour l'affectation de personnel commun dans le secteur informatique. |

| Aperçu de la concertation structurée | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Description | Objectifs / Résultats |
| L'auditorat général du travail | Via le premier président | Fixer des dates pour le traitement d'affaires de droit pénal social. |
| L'auditorat du travail | Aucune concertation | |
| Les parquets/auditorats | Aucune concertation | |
| D'autres parquets généraux / auditorats généraux | Aucune concertation | |
| Les services de police : - les services judiciaires - les autres services | Via le premier président | Sécurité à l'occasion de procès à risques. |
| Les services d'inspection | Via le premier président | |
| Le SPF Justice : - L'administration centrale - Les maisons de Justice - Autres | Dans le cadre des structures de concertation légales. | |
| Le barreau | Dans le cadre de la commission barreau-magistrature | Conclure des protocoles. Entamer la médiation et promouvoir la procédure écrite |
| Les huissiers de justice | Aucune concertation | |
| Le notariat | De manière sporadique | |
| Le Conseil Supérieur de la Justice | Dans le cadre de l'audit et de l'actualisation de l'audit. | |
| Les Juges de Paix et les juges de paix suppléants / Les Juges au Tribunal de Police et les juges suppléants au Tribunal de Police | De manière sporadique et ponctuelle | Parvenir à des accords sur la clé de répartition des heures disponibles pour les huissiers à l'audience pour 2012. Remplacement temporaire du juge de paix assassiné. |

| Aperçu de la concertation structurée | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| | Description | Objectifs / Résultats |
| Autres : | | |
| Magistrats adjoints, greffier en chef et attaché HRM (à partir du 2 novembre directeur de gestion) | Réunion de gestion quotidienne (voir plus haut, sous le point 1.) et réunions avec les présidents de chambre | Continuité et uniformité de la politique et de la gestion. |
| Union nationale des magistrats des cours du degré d'appel | Aucune concertation | |
| Conseil Consultatif de la Magistrature | Aucune concertation | |

CHAPITRE V : STATISTIQUES

CIVIL

Cette section comprend toutes les affaires civiles, y compris les affaires civiles de la jeunesse et les affaires fiscales.

1.1. L'input de la cour (le nombre de nouvelles affaires)

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du nombre de nouvelles affaires civiles sur une période de douze ans, avec l'index de l'année 2000 comme référence 100. Ce tableau contient aussi les demandes d'assistance juridique.

Tableau 4 : CIVIL : évolution du nombre de nouvelles affaires (depuis 2000).

| CIVIL : Évolution du nombre de nouvelles affaires (depuis 2000) | | |
|-----------------------------------------------------------------|---------|-----------------------------|
| Année | Nouveau | Année index 2000 (4.282) |
| 2000 | 4.282 | 100,00 |
| 2001 | 3.994 | 93,27 |
| 2002 | 3.845 | 89,79 |
| 2003 | 3.841 | 89,70 |
| 2004 | 4.169 | 97,36 |
| 2005 | 4.293 | 100,26 |
| 2006 | 4.609 | 107,64 |
| 2007 | 4.382 | 102,34 |
| 2008 | 4.436 | 103,60 |
| 2009 | 4.620 | 107,89 |
| 2010 | 4.489 | 104,83 |
| 2011 | 4.349 | 101,56 |

Le nombre de nouvelles affaires n'est pas régulier : après une diminution de 2000 à 2003, le nombre remonte de 2004 à 2006, il baisse en 2007, remonte de nouveau en 2008 et 2009, et enregistre enfin une baisse depuis lors.

1.2. L'output de la cour (affaires définitivement traitées)

L'output de la cour représente le nombre d'affaires sortantes. Une affaire sortante est une affaire qui a été définitivement traitée suite à une décision définitive, ou qui disparaît du rôle, comme si elle avait été définitivement traitée, suite à une radiation ou à une omission d'office. Font partie des affaires définitivement traitées les arrêts définitifs, les

ordonnances sur requête unilatérale, les affaires définitivement traitées par jonctions, les omissions d'office et la catégorie presque insignifiante « inconnu ». L'output ne comprend donc pas les arrêts interlocutoires, bien que dans un certain nombre de cas, les arrêts interlocutoires traitent une (grande) part des contestations juridiques, dans ce sens même que les parties aboutissent à un règlement ou à une fin du litige qui les oppose sur la base de l'arrêt interlocutoire (voir aussi ci-après au présent chapitre, point 1.5.).

Tableau 5 : CIVIL : Évolution de l'output de la cour (depuis 2000).

| CIVIL : Évolution de l'output de la cour (depuis 2000) | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------------|---------------------|-----------------------------|---------|-------|--------------------------|
| Année | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre d'ordonnances P.P. | Nombre de jonctions | Nombre d'omissions d'office | Inconnu | Total | Année index 2000 (5.496) |
| 2000 | 3.666 | 23 | 279 | 1.528 | 0 | 5.496 | 100,00 |
| 2001 | 3.504 | 20 | 226 | 1.262 | 1 | 5.013 | 91,21 |
| 2002 | 3.466 | 34 | 220 | 1.580 | 3 | 5.303 | 96,49 |
| 2003 | 3.783 | 39 | 283 | 882 | 1 | 4.988 | 90,76 |
| 2004 | 3.895 | 44 | 240 | 804 | 0 | 4.983 | 90,67 |
| 2005 | 3.701 | 57 | 199 | 728 | 5 | 4.690 | 85,33 |
| 2006 | 4.436 | 61 | 185 | 779 | 0 | 5.461 | 99,36 |
| 2007 | 4.447 | 24 | 228 | 3.170 | 0 | 7.869 | 143,18 |
| 2008 | 4.050 | 14 | 178 | 715 | 2 | 4.959 | 90,23 |
| 2009 | 3.680 | 15 | 178 | 561 | 2 | 4.436 | 80,71 |
| 2010 | 3.823 | 9 | 113 | 2.208 | 1 | 6.154 | 111,97 |
| 2011 | 3.805 | 9 | 147 | 469 | 0 | 4.430 | 80,6 |

Les fluctuations dans les totaux entre les différentes années sont principalement justifiés par le nombre d'omissions.

Tableau 6 : CIVIL : évolution du nombre d'omissions et du nombre de réinscriptions après omission depuis 2000.

| CIVIL : évolution du nombre d'omissions et du nombre de réinscriptions après omission (depuis 2000) | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------------------------|
| Année | Nombre d'omissions | Nombre de réinscriptions après omission |
| 2000 | 1.528 | 72 |
| 2001 | 1.262 | 94 |
| 2002 | 1.580 | 87 |

| | | |
|-------------|-------|-----|
| 2003 | 882 | 107 |
| 2004 | 804 | 79 |
| 2005 | 728 | 76 |
| 2006 | 779 | 86 |
| 2007 | 3.170 | 60 |
| 2008 | 715 | 281 |
| 2009 | 561 | 264 |
| 2010 | 2.208 | 181 |
| 2011 | 469 | 227 |

1.3. La proportion output/input

La proportion output/input est calculée en divisant le nombre d'affaires sortantes par le nombre de nouvelles affaires et en multipliant ce chiffre par 100. Si cette proportion est supérieure à 100 %, la cour résorbe son arriéré (le nombre d'affaires définitivement traitées est en effet supérieur au nombre d'affaires entrantes). Lorsque cette proportion est inférieure à 100 %, l'arriéré de la cour augmente : on n'est en effet pas capable de traiter la quantité de nouvelles affaires.

Tableau 7 : CIVIL : évolution de la proportion output/input (depuis 2000)

| CIVIL : Évolution de la proportion output et input (depuis 2000) | | | |
|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| Année | Nombre de nouvelles affaires | Nombre d'affaires sortantes | Proportion output/input |
| 2000 | 4.282 | 5.496 | 128,35 |
| 2001 | 3.994 | 5.013 | 125,51 |
| 2002 | 3.845 | 5.303 | 137,92 |
| 2003 | 3.841 | 4.988 | 129,86 |
| 2004 | 4.169 | 4.983 | 119,53 |
| 2005 | 4.293 | 4.690 | 109,25 |
| 2006 | 4.609 | 5.461 | 118,49 |
| 2007 | 4.382 | 7.869 | 179,58 |
| 2008 | 4.436 | 4.959 | 111,79 |
| 2009 | 4.620 | 4.436 | 96,02 |
| 2010 | 4.489 | 6.154 | 137,09 |
| 2011 | 4.349 | 4.430 | 101,86 |

1.4. Les affaires pendantes

Le nombre d'affaires pendantes se compose de l'ensemble des affaires en réserve (l'arriéré historique) à un moment déterminé, à savoir au 31 décembre de l'année en cours. Le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre est obtenu en soustrayant de l'input total (la

somme des affaires pendantes au 1^{er} janvier et des nouvelles affaires) l'output total (la somme des arrêts définitifs, des arrêts définitifs par jonction et des omissions). Une affaire pendante est définie comme une affaire qui a été introduite devant la cour et n'a pas encore été définitivement traitée via un arrêt définitif, une radiation ou une omission du rôle. Vous trouverez ci-dessous un aperçu de l'évolution du nombre d'affaires pendantes pour les secteurs civil de la cour.

Tableau 8 : CIVIL : Évolution des affaires pendantes (depuis 2000).

| CIVIL: Évolution des affaires pendantes (depuis 2000) | | |
|-------------------------------------------------------|---------|------------------------------|
| Année (au 31/12) | Pendant | Année index 2000 (23.048) |
| 2000 | 23.048 | 100,00 |
| 2001 | 22.027 | 95,57 |
| 2002 | 20.568 | 89,24 |
| 2003 | 19.421 | 84,26 |
| 2004 | 18.607 | 80,73 |
| 2005 | 18.210 | 79,01 |
| 2006 | 17.358 | 75,31 |
| 2007 | 13.871 | 60,18 |
| 2008 | 13.348 | 57,91 |
| 2009 | 13.532 | 58,71 |
| 2010 | 11.882 | 51,55 |
| 2011 | 11.839 | 51.36 |

1.5. Le nombre d'arrêts rendus

Des arrêts rendus, seuls les arrêts définitifs mènent à des affaires sortantes et donc également à l'output (en matière de décisions définitives) de la cour. Puisque les arrêts interlocutoires donnent aussi une image de l'output en termes de productivité et de charge de travail, les deux types d'arrêts sont repris ci-dessous.

À la cour d'appel de Bruxelles, des arrêts ont été rendus – en général jusqu'au 30 juin 2011 -, dans le secteur civil, par des chambres ordinaires et supplémentaires. Les chambres ordinaires comprennent toutes les chambres dans lesquelles des magistrats effectifs siègent collégalement ou seuls. Un magistrat effectif peut bien entendu être remplacé par un conseiller ou un magistrat suppléant en cas d'absence ou d'indisponibilité. Les chambres supplémentaires sont des chambres créées en surplus, présidées par un magistrat effectif et composées en outre de deux conseillers ou magistrats suppléants.

Comme la présence de chambres supplémentaires a un impact significatif sur le nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires et donc également sur l'output, la division suivante a été opérée : chambres ordinaires ou effectives, chambres supplémentaires et le total.

1.5.1. Arrêts des chambres civiles ordinaires

Tableau 9 : CIVIL - CHAMBRES ORDINAIRES : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000).

| CIVIL - CHAMBRES ORDINAIRES : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000) | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------|------------------------|---------------------------------|
| Année | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre d'arrêts interlocutoires | Nombre d'arrêts | Année index 2000 (3.357) |
| 2000 | 2.859 | 498 | 3.357 | 100,00 |
| 2001 | 2.782 | 436 | 3.218 | 95,86 |
| 2002 | 2.727 | 481 | 3.208 | 95,56 |
| 2003 | 2.822 | 475 | 3.297 | 98,21 |
| 2004 | 2.877 | 442 | 3.319 | 98,87 |
| 2005 | 2.882 | 500 | 3.382 | 100,74 |
| 2006 | 3.535 | 588 | 4.123 | 122,82 |
| 2007 | 3.647 | 671 | 4.318 | 128,63 |
| 2008 | 3.490 | 618 | 4.108 | 122,37 |
| 2009 | 3.247 | 639 | 3.886 | 115,76 |
| 2010 | 3.506 | 709 | 4.215 | 125,56 |
| 2011 | 3.735 | 781 | 4.516 | 134,52 |

1.5.2. Arrêts des chambres supplémentaires

Tableau 10 : CIVIL - CHAMBRES SUPPLÉMENTAIRES : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000).

| CIVIL (chambres supplémentaires) : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000) | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------|------------------------|-------------------------------|
| Année | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre d'arrêts interlocutoires | Nombre d'arrêts | Année index 2000 (903) |
| 2000 | 807 | 96 | 903 | 100 |
| 2001 | 722 | 169 | 891 | 98,67 |
| 2002 | 739 | 92 | 831 | 92,03 |
| 2003 | 960 | 216 | 1176 | 130,23 |
| 2004 | 1.018 | 248 | 1266 | 140,20 |
| 2005 | 819 | 313 | 1132 | 125,36 |
| 2006 | 901 | 304 | 1205 | 133,44 |
| 2007 | 800 | 96 | 896 | 99,22 |
| 2008 | 560 | 255 | 815 | 90,25 |
| 2009 | 432 | 237 | 669 | 74,09 |

| | | | | |
|-------------|-----|----|-----|-------|
| 2010 | 317 | 43 | 360 | 39,87 |
| 2011 | 70 | 4 | 74 | 8,19 |

1.5.3. Arrêts de toutes les chambres civiles (y compris les chambres supplémentaires)

Tableau 11 : CIVIL – TOTAL : évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000).

| CIVIL: Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000) | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------|--------------------------|
| Année | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre d'arrêts interlocutoires | Nombre d'arrêts | Année index 2000 (4.260) |
| 2000 | 3.666 | 594 | 4.260 | 100,00 |
| 2001 | 3.504 | 605 | 4.109 | 96,46 |
| 2002 | 3.466 | 573 | 4.039 | 94,81 |
| 2003 | 3.783 | 691 | 4.474 | 105,02 |
| 2004 | 3.895 | 690 | 4.585 | 107,63 |
| 2005 | 3.701 | 813 | 4.514 | 105,96 |
| 2006 | 4.436 | 892 | 5.328 | 125,07 |
| 2007 | 4.447 | 767 | 5.214 | 122,39 |
| 2008 | 4.050 | 873 | 4.923 | 115,56 |
| 2009 | 3.680 | 876 | 4.556 | 106,95 |
| 2010 | 3.823 | 752 | 4.575 | 107,39 |
| 2011 | 3.805 | 785 | 4.590 | 107,74 |

Les chiffres relatifs à deux sections particulières au sein de la cour : « Fiscal » et « Jeunesse », sont séparés de ceux mentionnés ci-avant sous le titre « Civil », et présentés ci-après.

FISCAL

1.1. L'input de la cour (le nombre de nouvelles affaires)

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du nombre de nouvelles affaires fiscales sur une période de douze ans, avec l'index de l'année 2000 comme référence 100.

Tableau 12 : FISCAL : évolution du nombre de nouvelles affaires (depuis 2000).

| FISCAL : Évolution du nombre de nouvelles affaires (depuis 2000) | | |
|------------------------------------------------------------------|---------|------------------|
| Année | Nouveau | Année index 2000 |

| | | |
|-------------|-----|--------------|
| | | (154) |
| 2000 | 154 | 100,00 |
| 2001 | 119 | 77,27 |
| 2002 | 168 | 109,09 |
| 2003 | 159 | 103,25 |
| 2004 | 213 | 138,31 |
| 2005 | 245 | 159,09 |
| 2006 | 279 | 181,17 |
| 2007 | 312 | 202,60 |
| 2008 | 554 | 359,74 |
| 2009 | 426 | 276,62 |
| 2010 | 382 | 248,05 |
| 2011 | 551 | 357,79 |

Le nombre de nouvelles affaires augmente fortement pour la période de 2000 à 2008, diminue en 2009 et 2010, et augmente de nouveau fortement en 2011.

1.2. L'output de la cour (affaires définitivement traitées)

L'output de la cour représente le nombre d'affaires sortantes. Une affaire sortante est une affaire qui a été définitivement traitée suite à une décision définitive, ou qui disparaît du rôle, comme si elle avait été définitivement traitée, suite à une radiation ou à une omission d'office. Font partie des affaires définitivement traitées les arrêts définitifs, les ordonnances sur requête unilatérale, les affaires définitivement traitées par jonctions, les omissions d'office et la catégorie presque insignifiante « inconnu ».

Tableau 13 : FISCAL : Évolution de l'output de la cour (depuis 2000).

| FISCAL : Évolution de l'output de la cour (depuis 2000) | | | | | | |
|---------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------|-----------------------------|---------|-------|------------------------|
| An née | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre de jonctions | Nombre d'omissions d'office | Inconnu | Total | Année index 2000 (572) |
| 2000 | 507 | 65 | 0 | 0 | 572 | 100,00 |
| 2001 | 466 | 17 | 0 | 0 | 483 | 84,44 |
| 2002 | 400 | 23 | 0 | 0 | 423 | 73,95 |
| 2003 | 371 | 41 | 0 | 0 | 412 | 72,03 |
| 2004 | 290 | 12 | 0 | 0 | 302 | 52,80 |
| 2005 | 297 | 13 | 0 | 0 | 310 | 54,20 |
| 2006 | 393 | 14 | 0 | 0 | 407 | 71,15 |
| 2007 | 438 | 14 | 2909 | 0 | 3361 | 587,59 |

| | | | | | | |
|-------------|-----|----|-----|---|-----|--------|
| 2008 | 610 | 13 | 151 | 0 | 774 | 135,31 |
| 2009 | 415 | 12 | 92 | 0 | 519 | 90,73 |
| 2010 | 420 | 10 | 0 | 0 | 430 | 75,17 |
| 2011 | 427 | 19 | 0 | 0 | 446 | 77,97 |

Tableau 14 : FISCAL : évolution du nombre d’omissions et du nombre de réinscriptions après omission depuis 2000.

| FISCAL : évolution du nombre d’omissions et du nombre de réinscriptions après omission (depuis 2000) | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------------------------|
| Année | Nombre d’omissions | Nombre de réinscriptions après omission |
| 2000 | 0 | 0 |
| 2001 | 0 | 0 |
| 2002 | 0 | 2 |
| 2003 | 0 | 1 |
| 2004 | 0 | 3 |
| 2005 | 0 | 4 |
| 2006 | 0 | 4 |
| 2007 | 2909 | 5 |
| 2008 | 151 | 222 |
| 2009 | 92 | 202 |
| 2010 | 0 | 123 |
| 2011 | 0 | 156 |

1.3. La proportion output/input

La proportion output/input est calculée en divisant le nombre d’affaires sortantes par le nombre de nouvelles affaires et en multipliant ce chiffre par 100. Si cette proportion est supérieure à 100 %, la cour résorbe son arriéré (le nombre d’affaires définitivement traitées est en effet supérieur au nombre d’affaires entrantes). Lorsque cette proportion est inférieure à 100 %, l’arriéré de la cour augmente : on n’est en effet pas capable de traiter la quantité de nouvelles affaires.

Tableau 15 : FISCAL : évolution de la proportion output/input (depuis 2000)

| FISCAL : évolution de la proportion output en input (depuis 2000) | | | |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------------|---------------------------|-------------------------|
| Année | Nombre de nouvelles affaires | Nombre d’affaires sorties | Proportion output/input |
| 2000 | 154 | 572 | 371,43 |
| 2001 | 119 | 483 | 405,88 |
| 2002 | 168 | 423 | 251,79 |

| | | | |
|-------------|-----|------|---------|
| 2003 | 159 | 412 | 259,12 |
| 2004 | 213 | 302 | 141,78 |
| 2005 | 245 | 310 | 126,53 |
| 2006 | 279 | 407 | 145,88 |
| 2007 | 312 | 3361 | 1077,24 |
| 2008 | 554 | 774 | 139,71 |
| 2009 | 426 | 519 | 121,83 |
| 2010 | 382 | 430 | 112,57 |
| 2011 | 551 | 446 | 80,94 |

1.4. Les affaires pendantes

Le nombre d'affaires pendantes se compose de l'ensemble des affaires en réserve (l'arriéré historique) à un moment déterminé, à savoir au 31 décembre de l'année en cours. Le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre est obtenu en soustrayant de l'input total (la somme des affaires pendantes au 1^{er} janvier et des nouvelles affaires) l'output total (la somme des arrêts définitifs, des arrêts définitifs par jonction et des omissions). Une affaire pendante est définie comme une affaire qui a été introduite devant la cour et n'a pas encore été définitivement traitée via un arrêt définitif, une radiation ou une omission du rôle.

Tableau 16 : FISCAL : Évolution des affaires pendantes (depuis 2000).

| FISCAL: Évolution des affaires pendantes (depuis 2000) | | |
|--------------------------------------------------------|----------------|-------------------------------------|
| Année (au 31/12) | Pendant | Année index 2000 (2.962) |
| 2000 | 2.962 | 100 |
| 2001 | 2.586 | 87,31 |
| 2002 | 2.322 | 78,39 |
| 2003 | 2.063 | 69,65 |
| 2004 | 1.974 | 66,64 |
| 2005 | 1.909 | 64,45 |
| 2006 | 1.781 | 60,13 |
| 2007 | 1.641 | 55,40 |
| 2008 | 1.572 | 53,07 |
| 2009 | 1.571 | 53,04 |
| 2010 | 1.523 | 51,42 |
| 2011 | 1.924 | 64,95 |

1.5. Le nombre d'arrêts rendus

Arrêts des chambres fiscales ordinaires

Tableau 17 : FISCAL – CHAMBRES ORDINAIRES : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000).

| FISCAL – CHAMBRES ORDINAIRES : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000) | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------|------------------------|
| Année | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre d'arrêts interlocutoires | Nombre d'arrêts | Année index 2000 (403) |
| 2000 | 379 | 24 | 403 | 100 |
| 2001 | 351 | 18 | 369 | 91,56 |
| 2002 | 275 | 15 | 290 | 71,96 |
| 2003 | 259 | 28 | 287 | 71,22 |
| 2004 | 203 | 22 | 225 | 55,83 |
| 2005 | 210 | 24 | 234 | 58,06 |
| 2006 | 317 | 17 | 334 | 82,88 |
| 2007 | 374 | 24 | 398 | 98,76 |
| 2008 | 549 | 29 | 578 | 143,42 |
| 2009 | 328 | 16 | 344 | 85,36 |
| 2010 | 326 | 8 | 334 | 82,88 |
| 2011 | 400 | 17 | 417 | 103,47 |

Arrêts des chambres fiscales supplémentaires

Tableau 18 : FISCAL – CHAMBRES SUPPLÉMENTAIRES : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000).

| FISCAL (chambres supplémentaires) : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000) | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------|------------------------|
| Année | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre d'arrêts interlocutoires | Nombre d'arrêts | Année index 2000 (137) |
| 2000 | 128 | 9 | 137 | 100 |
| 2001 | 115 | 7 | 122 | 89,05 |
| 2002 | 125 | 10 | 135 | 98,54 |
| 2003 | 112 | 12 | 124 | 90,51 |
| 2004 | 87 | 3 | 90 | 65,69 |
| 2005 | 87 | 6 | 93 | 67,88 |
| 2006 | 76 | 8 | 84 | 61,31 |
| 2007 | 44 | 0 | 44 | 32,12 |
| 2008 | 61 | 1 | 62 | 45,26 |

| | | | | |
|-------------|----|---|----|-------|
| 2009 | 87 | 3 | 90 | 65,69 |
| 2010 | 94 | 0 | 94 | 68,61 |
| 2011 | 27 | 1 | 28 | 20,43 |

Arrêts de toutes les chambres fiscales (y compris les chambres supplémentaires)

Table 19 : FISCAL – TOUT : évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000).

| FISCAL : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000) | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------|------------------------|
| Année | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre d'arrêts interlocutoires | Nombre d'arrêts | Année index 2000 (540) |
| 2000 | 507 | 33 | 540 | 100 |
| 2001 | 466 | 25 | 491 | 90,93 |
| 2002 | 400 | 25 | 425 | 78,70 |
| 2003 | 371 | 40 | 411 | 76,11 |
| 2004 | 290 | 25 | 315 | 58,33 |
| 2005 | 297 | 30 | 327 | 60,56 |
| 2006 | 393 | 25 | 418 | 77,41 |
| 2007 | 438 | 24 | 462 | 85,56 |
| 2008 | 610 | 30 | 640 | 118,52 |
| 2009 | 415 | 19 | 434 | 80,37 |
| 2010 | 420 | 8 | 428 | 79,26 |
| 2011 | 427 | 18 | 445 | 82,40 |

JEUNESSE: affaires civiles et affaires protectionnelles

Puisque les affaires civiles du secteur jeunesse font partie de la section civile de l'application internet SAS et les mesures protectionnelles du secteur correctionnel, il n'est possible de représenter des données chiffrées qu'à partir de 2008 pour les mesures protectionnelles; pour la partie civile, ces données existent depuis 2000.

1.1. L'input de la cour (nombre de nouvelles affaires)

Tableau 20 : JEUNESSE : Évolution du nombre de nouvelles affaires

| JEUNESSE : Évolution du nombre de nouvelles affaires | | | | |
|------------------------------------------------------|----------------|------------|------------------------|------------|
| Année | Jeunesse civil | | Jeunesse protectionnel | |
| | Nouvelles | Index 2000 | Nouvelles | Index 2008 |

| | affaires | (187) | affaires | (327) |
|-------------|-----------------|--------------|-----------------|--------------|
| 2000 | 187 | 100,00 | | |
| 2001 | 177 | 94,65 | | |
| 2002 | 188 | 100,53 | | |
| 2003 | 186 | 99,47 | | |
| 2004 | 247 | 132,09 | | |
| 2005 | 250 | 133,69 | | |
| 2006 | 289 | 154,55 | | |
| 2007 | 243 | 129,95 | | |
| 2008 | 259 | 138,50 | 327 | 100 |
| 2009 | 297 | 158,82 | 341 | 104,28 |
| 2010 | 253 | 135,29 | 381 | 116,51 |
| 2011 | 287 | 153,47 | 392 | 119,87 |

1.2. L'output de la cour

Tableau 21 : JEUNESSE : Évolution de l'output de la cour

| JEUNESSE : Évolution de l'output de la cour | | | | | | | | | | |
|----------------------------------------------------|------------------------------------|----------------------------|---------------------------|--------------|-------------------------|------------------------------------|----------------------------|---------------------------|--------------|-------------------------|
| Année | Jeunesse civil | | | | | Jeunesse protectionnel | | | | |
| | Nombre d'arrêtés définitifs | Nombre de jonctions | Nombre d'omissions | Total | Index 2000 (200) | Nombre d'arrêtés définitifs | Nombre de jonctions | Nombre d'omissions | Total | Index 2008 (339) |
| 2000 | 77 | 2 | 121 | 200 | 100 | | | | | |
| 2001 | 86 | 3 | 48 | 137 | 68,5 | | | | | |
| 2002 | 101 | 1 | 156 | 258 | 129 | | | | | |
| 2003 | 104 | 2 | 82 | 188 | 94 | | | | | |
| 2004 | 165 | 5 | 113 | 283 | 141,5 | | | | | |
| 2005 | 241 | 6 | 82 | 329 | 164,5 | | | | | |
| 2006 | 261 | 2 | 22 | 285 | 142,5 | | | | | |
| 2007 | 269 | 3 | 0 | 272 | 136 | | | | | |
| 2008 | 230 | 4 | 0 | 234 | 117 | 317 | 0 | 0 | 317 | 100 |
| 2009 | 261 | 4 | 0 | 265 | 132,5 | 338 | 1 | 0 | 339 | 106,94 |
| 2010 | 302 | 1 | 157 | 360 | 180 | 371 | 3 | 0 | 374 | 117,98 |
| 2011 | 280 | 1 | 11 | 293 | 146,5 | 388 | 7 | 0 | 395 | 145,19 |

1.3. La proportion output/input

Tableau 22 : JEUNESSE : Évolution de la proportion output/input.

| JEUNESSE : Évolution de la proportion output/input | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|------------------------|--------------------|-------------------------|
| Année | Jeunesse civile | | | Jeunesse protectionnel | | |
| | Nouvelles affaires | Affaires sortantes | Proportion output/input | Nouvelles affaires | Affaires sortantes | Proportion output/input |
| 2000 | 187 | 200 | 106,95 | | | |
| 2001 | 177 | 137 | 77,40 | | | |
| 2002 | 188 | 258 | 137,23 | | | |
| 2003 | 186 | 188 | 101,08 | | | |
| 2004 | 247 | 283 | 114,57 | | | |
| 2005 | 250 | 329 | 131,60 | | | |
| 2006 | 289 | 285 | 98,62 | | | |
| 2007 | 243 | 272 | 111,93 | | | |
| 2008 | 259 | 234 | 90,35 | 327 | 317 | 96,94 |
| 2009 | 297 | 265 | 89,23 | 341 | 339 | 99,41 |
| 2010 | 253 | 460 | 142,29 | 381 | 374 | 98,16 |
| 2011 | 287 | 293 | 102,09 | 392 | 395 | 100,76 |

1.4. Les affaires pendantes

Tableau 23 : JEUNESSE : Évolution du nombre d'affaires pendantes

| JEUNESSE : Évolution du nombre d'affaires pendantes | | | | |
|------------------------------------------------------------|--------------------|------------------|------------------------|-----------------|
| Année (au 31/12) | Jeunesse civile | | Jeunesse protectionnel | |
| | Affaires pendantes | Index 2000 (570) | Affaires pendantes | Index 2008 (66) |
| 2000 | 570 | 100,00 | | |
| 2001 | 610 | 107,02 | | |
| 2002 | 540 | 94,74 | | |
| 2003 | 538 | 94,39 | | |
| 2004 | 502 | 88,07 | | |
| 2005 | 423 | 74,21 | | |
| 2006 | 427 | 74,91 | | |
| 2007 | 398 | 69,82 | | |
| 2008 | 423 | 74,21 | 66 | 100 |
| 2009 | 455 | 79,82 | 68 | 97,06 |

| | | | | |
|-------------|-----|-------|----|--------|
| 2010 | 249 | 43,68 | 75 | 113,64 |
| 2011 | 244 | 42,80 | 71 | 107,57 |

1.5. Le nombre d'arrêts rendus

Tableau 24 : JEUNESSE CIVIL : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000).

| JEUNESSE CIVIL : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2000) | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------|------------------------|
| Année | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre d'arrêts interlocutoires | Nombre d'arrêts | Année index 2000 (117) |
| 2000 | 77 | 63 | 140 | 100 |
| 2001 | 86 | 49 | 135 | 96.43 |
| 2002 | 101 | 55 | 156 | 111.43 |
| 2003 | 104 | 56 | 160 | 114.29 |
| 2004 | 165 | 102 | 267 | 190.71 |
| 2005 | 241 | 144 | 385 | 275 |
| 2006 | 261 | 165 | 426 | 304.29 |
| 2007 | 269 | 148 | 417 | 297.86 |
| 2008 | 230 | 133 | 363 | 259.29 |
| 2009 | 261 | 136 | 397 | 283.57 |
| 2010 | 302 | 113 | 415 | 296.43 |
| 2011 | 280 | 111 | 391 | 279,28 |

Tableau 25 : JEUNESSE PROTECTIONNEL : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2008).

| JEUNESSE PROTECTIONNEL : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2008) | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------|------------------------|
| Année | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre d'arrêts interlocutoires | Nombre d'arrêts | Année index 2008 (329) |
| 2008 | 317 | 13 | 329 | 100 |
| 2009 | 338 | 16 | 354 | 107,60 |
| 2010 | 371 | 23 | 394 | 119 ,76 |
| 2011 | 388 | 26 | 415 | 126,14 |

INTERETS CIVILS (CORRECTIONNEL ET SOCIAL)

Les intérêts civils sont signalés au greffe correctionnel de la cour comme affaires « BB ».

L'on entend par intérêts civils les éléments suivants :

- les appels uniquement au civil (intentés tant par la partie civile que par le prévenu) ;
- les affaires qui, après un prononcé au pénal, sont mises en continuation ou reportées (*sine die* ou non) ;
- les constitutions de partie civile sur la base de l'art. 4, titre préliminaire, CIC, et les affaires dans lesquelles les intérêts civils ont été réservés et une partie civile demande plus tard une fixation et/ou un calendrier de conclusion.

La cour n'a pas connaissance du volume total de travail qui l'attend, puisqu'actuellement, toute personne qui s'estime lésée par un délit pénal pour lequel un prévenu a été reconnu coupable, via le dépôt d'une requête qui vaut constitution de partie civile, peut saisir la cour d'une affaire où celle-ci sera traitée par une chambre siégeant au pénal.

Auparavant, les affaires « intérêts civils » étaient concentrées sur deux chambres, une néerlandophone et une francophone ; cette règle a été modifiée dans ce sens que chaque chambre siégeant au pénal prend connaissance des réquisitions relatives aux intérêts civils sur lesquels elle s'est prononcée au pénal.

Cette section traite les intérêts civils « purs ». Il s'agit des affaires pénales qui, après traitement de l'action pénale, reçoivent un nouveau numéro de rôle et relèvent de la catégorie « intérêts civils ».

Il existe deux sortes d'affaires d'« intérêts civils ».

- Tout d'abord les affaires correctionnelles avec parties civiles qui, après avoir été traitées sous un numéro de rôle pénal (« CO »), reçoivent un nouveau numéro de rôle (« BB ») et relèvent de la catégorie des dossiers « intérêts civils ». Dans ces affaires, la cour règlera séparément les prétentions civiles des parties civiles sur la base de délits auparavant déclarés établis.
- Ensuite les affaires correctionnelles dans lesquelles seules une ou plusieurs parties civiles ont fait appel. Ces affaires reçoivent immédiatement un numéro de rôle dans la catégorie « intérêts civils » (« BB ») à condition que la cour ne soit pas saisie d'un appel au pénal.

Pour ces deux sortes d'affaires, aucune distinction n'est faite dans les statistiques dans les affaires « intérêts civils ».

Il faut tenir compte du fait que les prétentions simples des parties civiles sont déjà réglées lors du traitement de l'affaire au pénal. L'entièreté du travail de la cour pour régler les intérêts civils des parties préjudiciées par des délits pénaux ne se compose dès lors pas uniquement des dossiers qui ont reçu un numéro de rôle « intérêts civils » (« BB »). Les chiffres mentionnés ci-dessous sont donc une sous-estimation de l'impact réel sur la charge de travail des chambres correctionnelles, mais donnent cependant une indication de leur nombre.

Pour cette section le Bureau Permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail (ci-après B.P.S.M.) fournit des données à partir de 2008.

1.1. L'input de la cour (le nombre de nouvelles affaires)

Tableau 26 : INTÉRÊTS CIVILS : évolution du nombre de nouvelles affaires (depuis 2008).

| INTÉRÊTS CIVILS : Évolution du nombre de nouvelles affaires (depuis 2008) | | |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|
| Année | Nouvelles affaires | Année index 2008 (89) |
| 2008 | 89 | 100 |
| 2009 | 86 | 96,63 |
| 2010 | 129 | 144,94 |
| 2011 | 87 | 97,75 |

En 2011, l'on est revenu à la moyenne de 2008 et 2009.

1.2. L'output de la cour (affaires définitivement traitées)

En matière correctionnelle, l'output de la cour est déterminé par le nombre d'arrêtés définitifs, le nombre de jonctions, le nombre d'omissions d'office et une catégorie insignifiante « inconnu ».

Tableau 27 : INTÉRÊTS CIVILS : évolution de l'output de la cour (depuis 2008).

| INTÉRÊTS CIVILS : Évolution de l'output de la cour (depuis 2008) | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------|-----------------------------|---------|-------|------------|
| Année | Nombre d'arrêtés définitifs | Nombre de jonctions | Nombre d'omissions d'office | Inconnu | Total | index 2008 |
| 2008 | 77 | 0 | 0 | 0 | 77 | 100,00 |
| 2009 | 76 | 0 | 284 | 0 | 360 | |
| 2010 | 73 | 0 | 188 | 0 | 261 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|---|-----|---|-----|--|
| 2011 | 89 | 0 | 179 | 0 | 268 | |
|-------------|----|---|-----|---|-----|--|

Le nombre d'arrêts définitifs rendus a augmenté d'environ 20 % par rapport à la période 2008-2010. En effet, lors d'un nouveau contrôle des chiffres de 2010, il a été constaté que le nombre d'arrêts définitifs ne s'élevait pas à 129 mais bien à 73. Pour l'avenir, il faudra prendre en compte le fait que les omissions d'office ne pourront plus avoir lieu dans les intérêts civils parce que l'article 730, § 2, a., C.J. n'est pas applicable en la matière.

1.3. La proportion output/input

Tableau 28 : INTÉRÊTS CIVILS : Évolution de la proportion output/input (nombre d'affaires sortantes/nombre de nouvelles affaires) (depuis 2008).

| INTÉRÊTS CIVILS : Évolution de la proportion output/ input (depuis 2008) | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| Année | Nombre de nouvelles affaires | Nombre d'affaires sortantes | Proportion output/input |
| 2008 | 89 | 77 | 86,52 |
| 2009 | 86 | 108 | 418,60 |
| 2010 | 129 | 84 | 202,32 |
| 2011 | 87 | 268 | 380,04 |

Grâce au grand nombre d'omissions d'office (179) et à une diminution du nombre de nouvelles affaires (-42) le traitement des intérêts civils a connu en 2011 un nouveau pic, étant bien entendu qu'il convient de prendre en compte l'abandon des omissions d'office à partir de l'année prochaine, de sorte que ces données sont en fait peu pertinentes, d'autant plus qu'il n'est maintenant plus possible de faire aucun pronostic sur la charge de travail future.

1.4. Les affaires pendantes

Tableau 29 : INTÉRÊTS CIVILS : Évolution des affaires pendantes (depuis 2008)

| INTÉRÊTS CIVILS : Évolution du nombre d'affaires pendantes (depuis 2008) | | |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------------|-------------------------------|
| Année (au 31/12) | Pendant | Année index 2008 (227) |
| 2008 | 227 | 100 |
| 2009 | 205 | 90,31 |
| 2010 | 250 | 110,13 |
| 2011 | 296 | 130,40 |

1.5. Le nombre d'arrêts rendus

Tableau 30 : INTÉRÊTS CIVILS : évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2008).

| INTÉRÊTS CIVILS : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2008) | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------|-----------------------|
| Année | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre d'arrêts interlocutoires | Nombre d'arrêts | Année index 2008 (95) |
| 2008 | 77 | 18 | 95 | 100 |
| 2009 | 76 | 46 | 122 | 128,42 |
| 2010 | 73 | 82 | 155 | 163,16 |
| 2011 | 89 | 96 | 185 | 175,75 |

Le nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires continue à augmenter en comparaison avec la période 2008-2010. Le nombre d'arrêts interlocutoires reste haut. Cette catégorie d'arrêts interlocutoires comporte également les ordonnances (francophones) de règlement de procédure. Il s'agit en l'occurrence d'ordonnances fixant les délais dans lesquels les parties doivent conclure, le temps de plaidoirie nécessaire et les audiences où les parties seront entendues. Cela démontre encore les efforts fournis par la cour pour résorber l'arriéré dans la fixation des affaires « intérêts civils ».

1.6. Conclusion

Étant donné la capacité limitée qui peut être engagée pour cette catégorie en raison de la surcharge d'affaires pénales nouvellement introduites, une tendance positive est à constater.

CORRECTIONNEL (y compris protectionnel jeunesse et social)

Le secteur correctionnel reprend également les affaires jeunesse protectionnel et les affaires sociales.

Dans un précédent rapport de fonctionnement, il a déjà été indiqué qu'il n'est pas possible, pour le secteur correctionnel, de reproduire les évolutions de la décennie écoulée. Le B.P.S.M. ne fournit en effet des données fiables qu'à partir de 2008.

1.1. L'input de la cour (le nombre de nouvelles affaires)

Durant la période 2008-2010, le nombre de nouvelles affaires est resté constant dans le secteur correctionnel. En 2011 est apparue une diminution notable de 459 affaires par rapport à 2010.

Tableau 31 : CORRECTIONNEL : évolution du nombre de nouvelles affaires (depuis 2008).

| CORRECTIONNEL (y compris jeunesse protectionnel et social) : évolution du nombre de nouvelles affaires (depuis 2008) | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|--------------------------|
| Année | Nouveau | Année index 2008 (1.827) |
| 2008 | 1.827 | 100,00 |
| 2009 | 1.827 | 100,00 |
| 2010 | 1.822 | 99,72 |
| 2011 | 1.363 | 74,60 |

1.2. L'output de la cour (affaires définitivement traitées)

En matière correctionnelle, l'output de la cour est déterminé par le nombre d'arrêtés définitifs, le nombre de jonctions, le nombre d'omissions d'office et une catégorie insignifiante « inconnu ». Contrairement au secteur civil, les ordonnances P.P. (Premier Président) ne constituent pas des décisions définitives dans une affaire et n'ont dès lors aucun impact sur l'output. Il s'agit par exemple de la désignation et du remplacement de magistrats et de la distribution d'une certaine affaire à une chambre.

Tableau 32 : CORRECTIONNEL (y compris jeunesse protectionnel et social) : évolution de l'output de la cour (depuis 2008).

| CORRECTIONNEL (y compris jeunesse protectionnel et social) : Évolution des affaires définitivement traitées (depuis 2008) | | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------|-----------------------------|---------|-------|--------------------------|
| An née | Nombre d'arrêtés définitifs | Nombre de jonctions | Nombre d'omissions d'office | Inconnu | Total | Année index 2008 (1.743) |
| 2008 | 1.721 | 22 | 0 | 0 | 1.743 | 100 |
| 2009 | 1.853 | 13 | 32 | 0 | 1.898 | 108,89 |
| 2010 | 1.776 | 20 | 11 | 0 | 1.807 | 103,67 |
| 2011 | 1.444 | 20 | 0 | 0 | 1.464 | 83,99 |

L'output de la cour en matière correctionnelle, y compris les mesures en matière de protection de la jeunesse et les affaires pénales sociales, a diminué de nouveau, avec maintenant 343 affaires définitivement traitées. Cette différence est uniquement due à une diminution du nombre d'arrêtés définitifs.

1.3. La proportion output/input

Tableau 33 : CORRECTIONNEL y compris jeunesse protectionnel et social : Évolution de la proportion output/input (nombre d'affaires sortantes/nombre de nouvelles affaires) (depuis 2008).

| CORRECTIONNEL (y compris jeunesse protectionnel et social) : Évolution de la proportion output/ input (depuis 2008) | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|--------------|
| Année | Nombre de nouvelles affaires | Nombre d'affaires sortantes | Output/input |
| 2008 | 1.827 | 1.743 | 95,40 |
| 2009 | 1.827 | 1.898 | 103,89 |
| 2010 | 1.822 | 1.807 | 99,18 |
| 2011 | 1.363 | 1.464 | 107,41 |

Le secteur pénal a réussi en 2011 à résorber une partie de l'arriéré.

1.4. Les affaires pendantes

Tableau 34 : CORRECTIONNEL : Évolution des affaires pendantes (depuis 2008)

| CORRECTIONNEL (y compris jeunesse protectionnel et social) : Évolution des affaires pendantes (depuis 2008) | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|--------------------------|
| Année (au 31/12) | Pendant | Année index 2008 (1.722) |
| 2008 | 1.722 | 100 |
| 2009 | 1.651 | 95,88 |
| 2010 | 1.671 | 97,04 |
| 2011 | 1.447 | 84,03 |

Comme les chambres correctionnelles ont traité en 2011 plus d'affaires qu'elles n'ont reçu de nouvelles affaires, le nombre d'affaires pendantes a diminué, passant de 1.651 affaires en 2009 à 1.447 en 2011.

1.5. Le nombre d'arrêts rendus

Lorsqu'on examine la productivité et la charge de travail (voir tableau ci-dessous), on remarque une diminution du nombre d'arrêts définitifs (-332) et une augmentation insignifiante du nombre d'arrêts interlocutoires (+8). En 2011, un total de 1.653 arrêts correctionnels et protectionnels a été rendu, 324 en moins qu'en 2010, et même considérablement moins qu'en 2008.

- La diminution du nombre d'arrêts définitifs en matière correctionnelle s'explique par le fait que les chambres correctionnelles francophones ont dû traiter un certain nombre de méga-affaires (notamment KB-Lux, le procès des terroristes, etc.).

Tableau 35 : CORRECTIONNEL : évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2008).

| CORRECTIONNEL : Évolution du nombre d'arrêts définitifs et interlocutoires (depuis 2008) | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------|--------------------------|
| Année | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre d'arrêts interlocutoires | Nombre d'arrêts | Année index 2008 (1.845) |
| 2008 | 1.721 | 124 | 1.845 | 100 |
| 2009 | 1.853 | 170 | 2.023 | 109,65 |
| 2010 | 1.776 | 201 | 1.977 | 107,15 |
| 2011 | 1.444 | 209 | 1.653 | 89,59 |

1.6. Conclusion

La réserve d'affaires pendantes dans le secteur correctionnel (y compris les affaires jeunesse protectionnel et les affaires sociales) baisse car le nombre de nouvelles affaires a diminué.

CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION

Comme pour les autres chambres de la section correctionnelle, il n'est pas davantage possible, pour la chambre des mises en accusation, de reproduire les évolutions de la décennie écoulée. Le B.P.S.M. ne fournit en effet des données qu'à partir de 2008.

1.1. L'input de la cour (le nombre de nouvelles affaires)

Les chiffres disponibles pour 2010 et 2011 font apparaître une légère augmentation dans le nombre de nouvelles affaires inscrites devant la chambre des mises en accusation. En 2011, 64 affaires en plus ont été inscrites par rapport à 2010.

Tableau 36 : CMA : Évolution du nombre de nouvelles affaires (depuis 2008).

| CMA : Évolution du nombre de nouvelles affaires (depuis 2008) | | |
|---------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|
| Année | Nouvelles affaires | Année index 2008 (2.748) |
| 2008 | 2.748 | 100 |
| 2009 | 2.900 | 105,53 |
| 2010 | 2.844 | 103,49 |
| 2011 | 2.908 | 105,82 |

L'augmentation est surtout visible aux affaires Franchimont (+121), de règlements de procédure (+108), de surveillances d'expertise et de mesures d'expertise (+17), tandis

que l'on a pu constater une baisse flagrante du nombre de demande de réhabilitations (- 100).

Tableau 37 : CMA : Évolution du nombre de nouvelles affaires (détails) (depuis 2008).

| CMA : Évolution du nombre de nouvelles affaires (détails) (depuis 2008) | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Rôle | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
| Détention préventive | 1.285 | 1.418 | 1.533 | 1.443 |
| Loi sur les étrangers | 302 | 316 | 396 | 349 |
| Réhabilitation | 453 | 467 | 350 | 250 |
| Franchimont | 262 | 254 | 174 | 295 |
| Surveillance des expertises/mesures d'expertise | 126 | 142 | 133 | 150 |
| Règlement de procédure/juridiction | 163 | 178 | 111 | 219 |
| Extradition | 67 | 78 | 78 | 82 |
| Requêtes mise en liberté provisoire | 21 | 11 | 36 | 43 |
| Assises | 21 | 18 | 17 | 27 |
| Autres | 40 | 9 | 7 | 29 |
| Intérêts civils | 2 | 3 | 6 | 8 |
| Pro-Deo | 3 | 4 | 1 | 7 |
| Opposition | . | 1 | 1 | 3 |
| Droit pénal international | 2 | . | 1 | 3 |
| Privilège de juridiction | 1 | 0 | 0 | 0 |

En 2011, presque la moitié des affaires devant la chambre des mises en accusation étaient encore toujours des procédures en matière de détention provisoire.

1.2. L'output de la cour

Tableau 38 : CMA : évolution de l'output de la cour (depuis 2008).

| CMA : évolution de l'output de la cour (depuis 2008) | | | | | | |
|------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|-------------|-------|--------------------------|
| An née | Nombre d'arrêts définitifs | Nombre de jonctions | Nombre d'omission d'office | Ordonnances | Total | Année index 2008 (2.789) |
| 2008 | 2.787 | 2 | 0 | 0 | 2.789 | 100 |
| 2009 | 2.894 | 2 | 0 | 0 | 2.896 | 103.69 |

| | | | | | | |
|-------------|-------|---|---|---|-------|--------|
| 2010 | 2.940 | 4 | 0 | 5 | 2.949 | 105,74 |
| 2011 | 2.940 | 3 | 0 | 5 | 2.948 | 105,70 |

Le niveau de 2010 a de nouveau pu être atteint.

COUR D'ASSISES

1.1. Aperçu des chiffres :

Tableau 39 : Évolution du nombre d'affaires d'assises et de leur durée.

| Évolution du nombre d'affaires d'assises et de leur durée | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------|--------------------|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|--------|-----------------|--------|
| Année | Bruxelles-Capitale | | Brabant flamand | | Brabant wallon | | Total | | | |
| | Nombre d'affaires | Nombre de jours | Nombre d'affaires | Nombre de jours | Nombre d'affaires | Nombre de jours | Nombre d'affaires | Index | Nombre de jours | Index |
| 2000 | 10 | 60 | 4 | 20 | 2 | 14 | 16 | 100 | 94 | 100 |
| 2001 | 13 | 116 | 0 | 0 | 4 | 22 | 17 | 106,25 | 138 | 146,81 |
| 2002 | 10 | 67 | 3 | 15 | 3 | 17 | 16 | 100 | 99 | 105,32 |
| 2003 | 15 | 99 | 1 | 5 | 2 | 14 | 18 | 112,5 | 118 | 125,53 |
| 2004 | 13 | 65 | 2 | 15 | 2 | 21 | 17 | 106,25 | 101 | 107,45 |
| 2005 | 9 | 98 | 5 | 25 | 2 | 14 | 16 | 100 | 137 | 145,74 |
| 2006 | 13 | 99 | 3 | 15 | 4 | 25 | 20 | 125 | 139 | 147,87 |
| 2007 | 9 | 112 | 4 | 20 | 3 | 21 | 16 | 100 | 153 | 162,77 |
| 2008 | 10 | 76 | 5 | 25 | 2 | 18 | 17 | 106,25 | 119 | 126,60 |
| 2009 | 12 | 69 | 3 | 15 | 1 | 5 | 16 | 100 | 89 | 94,68 |
| 2010 | 13 | 161 | 1 | 4 | 2 | 16 | 16 | 100 | 181 | 192,55 |
| 2011 | 10 | 120 | 1 | 0.5 | 3 | 12.5 | 14 | 87.5 | 133 | 141.89 |

Début 2011, la cour d'assises a dû traiter 17 affaires ; au milieu du mois de juin, ce nombre s'élevait déjà à 33 ; au milieu du mois de septembre, à 45, et vers la fin de l'année 2011, 50 affaires d'assises devaient encore être traitées. En raison de la croissance exponentielle du nombre d'affaires à traiter, un calendrier a été établi, reprenant toutes les affaires déjà renvoyées par la chambre des mises en accusation dans un planning partiellement définitif, partiellement provisoire. Le résultat en est que le calendrier de la cour d'Assises de Bruxelles était rempli jusqu'à juin 2013 inclus.

Cette situation intolérable a été notamment abordée devant la commission de justice du sénat le 22 juin 2011 ; le premier président a prévenu qu'en raison des longs temps d'attente, il n'était pas impensable que des inculpés demandent avec succès leur mise en

libération provisoire en attente de leur procès. La CEDH prescrit en effet que la détention provisoire ne peut excéder un délai raisonnable.

Les problèmes se situaient de manière quasi exclusive au sein des affaires relevant de la compétence de la section francophone de la région de Bruxelles-Capitale.

Il n'existait pas de solution toute faite ; si les affaires concernant des inculpés détenus recevaient la priorité, cela impliquerait d'une part que les affaires concernant des inculpés non détenus couraient le risque d'être remises à chaque fois puisque des inculpés détenus ont toujours de nouveau été renvoyés, de sorte que les affaires en question auraient peut-être pu ne jamais être traitées (et les parties civiles dans ces affaires seraient restées en rade). En outre, cette règle s'étoufferait d'elle-même, à terme, par le nombre de nouveaux inculpés détenus renvoyés. Le retard dans le traitement d'affaires d'assises ne correspond pas non plus au droit, dont disposent tant les inculpés que les parties civiles, à un traitement de leur affaire dans un délai raisonnable.

Dans une tentative de donner une solution au problème, le calendrier d'audience a été comprimé au maximum, ce qui a eu pour conséquence qu'à plusieurs reprises, à Bruxelles, une procédure au fond dans une affaire avait lieu simultanément à l'organisation, déjà, dans une autre affaire, d'une audience préliminaire ou d'une audience de composition du jury. En outre, des procès d'assises ont plus d'une fois été menés de manière simultanée devant les cours d'assises de Bruxelles et de Louvain et/ou de Nivelles ; cela a fait monter la charge du travail, non seulement pour la cour en raison de l'investissement de magistrats présidents (qui ont notamment dû être enlevés de chambres ordinaires) mais aussi pour les tribunaux de première instance du ressort, qui devaient fournir pour chaque audience de la cour d'Assises deux juges assesseurs et mettre à disposition les greffiers et le personnel de greffe nécessaires.

Plusieurs entretiens avec le ministre de la Justice de l'époque n'ont abouti à aucun résultat concret.

1.2. Conclusion :

Le calendrier des affaires renvoyées vers les cours d'assises démontre que cette situation pourra uniquement être palliée par une extension des cadres des magistrats et des greffiers (tant dans les tribunaux de première instance qu'à la cour).

1. MESURE DE LA CHARGE DE TRAVAIL

1.1. Utilisez-vous un instrument de mesure de la charge de travail des magistrats de la juridiction ? Si oui, décrivez-le brièvement et précisez-en les avantages et les inconvénients. Précisez sa fréquence d'utilisation. Décrivez l'évolution de la charge de travail qu'il a permis de mesurer.

La cour ne dispose pas encore d'un instrument propre pour mesurer la charge de travail des magistrats de la juridiction et ne dispose ni du personnel, ni des moyens à cet effet. La cour travaille cependant activement à l'élaboration d'instruments de mesure dans le cadre du projet fédéral « mesure de la charge de travail ».

La cour dispose toutefois d'un certain nombre d'instruments pouvant apporter une aide utile pour estimer la charge de travail.

A. Chiffres de la cour en matière de personnel

La cour dispose d'une base de données reprenant les absences des magistrats, notamment pour cause de maladie, pour dispenser ou suivre des formations, en raison de mesures disciplinaires et de dispenses de service exceptionnelles. L'impact de ces circonstances particulières sur la charge de travail des magistrats individuels est calculé tous les mois. Cela donne au premier président un aperçu de l'occupation moyenne du cadre.

B. Chiffres de production de la cour, de ses chambres et de ses magistrats

Le premier président de la cour est, à chaque fin de mois, tenu au courant de la production de chaque chambre civile et également de chaque magistrat. Les chiffres de production sont établis mensuellement par le gestionnaire de système. Ces chiffres de production comprennent le nombre d'arrêtés et d'ordonnances rendus. Le premier président reçoit également les chiffres de production mensuels des chambres correctionnelles (y compris les chambres des mises en accusation et les chambres « jeunesse protectionnel »).

C. Retards dans les prononcés

Le premier président reçoit tous les mois une liste reprenant les retards dans les prononcés des magistrats de la cour. Un retard systématique dans les prononcés peut avoir des causes multiples : cela peut être propre à la nature des affaires, au fonctionnement de la chambre, etc. Cela peut également constituer une indication de la charge de travail.

D. Situation mensuelle :

En plus des chiffres de production, le premier président reçoit également une situation mensuelle de la cour. Celle-ci comprend un aperçu :

- du nombre d'affaires pendantes ;
- du nombre d'affaires nouvellement inscrites ;
- du nombre d'affaires « en état » ;
- du nombre d'affaires « non en état » ;
- du nombre d'affaires en délibéré ;
- de la proportion input/output ;
- du nombre de demandes de fixation ;
- d'un update des listes d'attente.

E. Système des listes d'attente :

Le 30 septembre 2009, les audiences de vérification de la cour ont été supprimées et le système des listes d'attente a de nouveau été introduit. Le système repose sur un instrument informatique par lequel les affaires, dont le dernier délai pour conclure a été dépassé durant cette période (l'affaire a été mise en état), sont ajoutées deux fois par mois à la liste d'attente. Cette liste d'attente calcule la date de plaidoiries probable en fonction de la nature de l'affaire (en réalité : la chambre à laquelle l'affaire est distribuée) et de la composition de la chambre (collégiale ou à conseiller unique).

Le premier président reçoit tous les mois un update :

- des dernières dates de plaidoiries probables des chambres de la cour (collégiales ou à conseiller unique)
- du nombre d'affaires sur la liste d'attente de chaque chambre
- de la durée totale de plaidoiries demandée pour toutes les affaires de la liste d'attente de chaque chambre.

1.2. Avez-vous pris des initiatives en vue d'améliorer le système en place? Si oui, lesquelles ?

Étant donné que la Commission de Modernisation de l'Ordre judiciaire est occupée à développer et à implémenter (sous la forme de projets pilotes) un instrument générique de mesure de la charge de travail, la cour n'a entrepris aucune action pour développer son propre instrument.

En exécution du plan de gestion du nouveau premier président, les premières démarches ont été effectuées, en formant des chambres homogènes, pour parvenir dans le futur à l'introduction directe devant les chambres compétentes (et dès lors la suppression de la chambre centrale d'introduction des affaires civiles), et ce pour que les magistrats des différentes chambres soient responsables de leur propre réserve d'affaires en état.

1.3. Décrivez l'évolution de la charge de travail enregistrée suite à son utilisation.

Comme déjà mentionné, la cour ne dispose pas d'un instrument efficace pour vérifier la charge de travail d'un magistrat individuel. Par contre, on peut, grâce aux instruments décrits ci-dessus, extraire des tendances en matière de charge de travail et de pression dans le travail.

Tableau 40 : occupation moyenne des magistrats effectifs (UTP) assurant une fonction juridictionnelle.

| Occupation moyenne des magistrats effectifs (UTP) assurant une fonction juridictionnelle | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------|--------------------------------------|
| Année | Occupation magistrats effectifs | Nombre UTP gestion | Nombre UTP fonction juridictionnelle |
| 2006 | 68,4 | 3 | 65,4 |
| 2007 | 67,9 | 3 | 64,9 |
| 2008 | 68,44 | 2 | 66,44 |
| 2009 | 67,17 | 2,9 | 64,27 |
| 2010 | 66,13 | 1,70 | 64,43 |
| 2011 | 69,36 | 3 | 66,36 |

Tableau 41 : aperçu des appels.

| Évolution du nombre de nouvelles affaires | | | | | | |
|-------------------------------------------|---------|--------------------------|---------------|--------------------------|---------|--------------------------|
| Année | CIVIL | | CORRECTIONNEL | | CMA | |
| | Nouveau | Année index 2000 (4.282) | Nouveau | Année index 2008 (1.826) | Nouveau | Année index 2008 (2.748) |
| 2000 | 4.282 | 100,00 | | | | |
| 2001 | 3.994 | 93,27 | | | | |
| 2002 | 3.845 | 89,79 | | | | |
| 2003 | 3.841 | 89,70 | | | | |
| 2004 | 4.169 | 97,36 | | | | |
| 2005 | 4.293 | 100,26 | | | | |
| 2006 | 4.609 | 107,64 | | | | |
| 2007 | 4.382 | 102,34 | | | | |
| 2008 | 4.436 | 103,60 | 1.827 | 100,00 | 2.748 | 100 |
| 2009 | 4.620 | 107,89 | 1.827 | 100,05 | 2.900 | 105,53 |
| 2010 | 4.489 | 104,83 | 1.822 | 95,64 | 2.844 | 108,65 |
| 2011 | 4.349 | 101,56 | 1.363 | 74,64 | 2.908 | 105,82 |

Tableau 42 : aperçu arrêts prononcés.

| Évolution des arrêts prononcés | | | | | | |
|--------------------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------|--------------------------|-----------------|--------------------------|
| Année | CIVIL – CHAMBRES ORDINAIRES | | CORRECTIONNEL | | CMA | |
| | Nombre d'arrêts | Année index 2000 (3.357) | Nombre d'arrêts | Année index 2008 (3.357) | Nombre d'arrêts | Année index 2008 (3.357) |
| 2000 | 3.357 | 100,00 | | | | |
| 2001 | 3.218 | 95,86 | | | | |
| 2002 | 3.208 | 95,56 | | | | |
| 2003 | 3.297 | 98,21 | | | | |
| 2004 | 3.319 | 98,87 | | | | |
| 2005 | 3.382 | 100,74 | | | | |
| 2006 | 4.123 | 122,82 | | | | |
| 2007 | 4.318 | 128,63 | | | | |
| 2008 | 4.108 | 122,37 | 1.845 | 100 | 2.801 | 100 |
| 2009 | 3.886 | 115,76 | 2.023 | 109,64 | 2.911 | 103,92 |
| 2010 | 4.215 | 125,56 | 1.977 | 107,15 | 3.021 | 106,41 |
| 2011 | 4.516 | 134,52 | 1.653 | 89,49 | 2.972 | 102,77 |

1.4. Conclusion :

Une mesure de la charge de travail sur la base des données statistiques susmentionnées est extrêmement hasardeuse, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, l'occupation des magistrats est une moyenne sur une année civile complète. Si, comme cela a déjà été le cas pour la cour d'appel de Bruxelles, une plus longue période au début de l'année civile a été caractérisée par un grand nombre de places vacantes, cette donnée se reflète naturellement dans le prononcé d'arrêts : à mesure que les places vacantes sont remplies, l'année civile est repoussée ainsi que les dates auxquelles des arrêts peuvent être prononcés.

Ensuite, la diversité des arrêts même sur les différentes sections de la cour enlève son sens à toute comparaison en chiffres absolus.

Dans ce contexte, il est tout à fait inefficace et inutile, par exemple, de diviser le nombre d'arrêts rendus par l'occupation moyenne. Même sous la forme de « benchmarking », cela ne donne pas de résultats utilisables.

Les chiffres absolus sont donc uniquement indicatifs et doivent être maniés avec la plus grande prudence afin d'éviter des conclusions tout à fait erronées.

Dans tous les cas, ces chiffres absolus démontrent que le nombre d'arrêts prononcés par la cour, durant l'année civile en question, est plus élevé que celui des nouvelles affaires saisies.

2. RÉPARTITION DES TÂCHES

2.1. Sur base de quels critères la répartition de la charge de travail entre les magistrats de la juridiction est-elle assurée ?

Les présidents de chambre répartissent le travail et la charge de travail au sein de leur chambre. Ils accomplissent cette tâche sur la base de la spécialisation des magistrats concernés, de l'ampleur du dossier, de la durée de plaidoiries demandée, etc. et essaient ainsi de répartir équitablement la charge de travail entre les membres de la chambre.

2.2. Les magistrats sont-ils informés de ces critères ?

Les affectations et la répartition de la charge de travail sont décidées par le premier président. Les magistrats concernés sont consultés, en cas de (ré)affectation et lors de l'établissement du tableau de service, quant aux modifications prévues. Ces magistrats sont informés des motifs qui fondent les décisions du chef de corps, et il leur est libre de formuler des propositions alternatives permettant également d'atteindre les objectifs visés.

Le tableau de service est communiqué à tous les membres de la cour et aux greffiers.

2.3. Comment cette répartition des tâches s'opère-t-elle dans la pratique ? Le contrôle en est-il exercé et qui corrige le processus de la répartition ?

Après diverses consultations, le premier président opère la répartition des tâches par l'élaboration des tableaux de service. Dans le courant de l'année, ceux-ci sont régulièrement adaptés aux besoins du service, compte tenu des variations de l'effectif de magistrats disponibles.

En outre, les statistiques mensuelles donnent un aperçu global de l'input et de la production de la cour. Cette production est subdivisée par chambre et peut donc être divisée en fonction du rédacteur du projet.

2.4. Quelles difficultés rencontrez-vous dans le cadre de la question 1 et 2 et comment les résolvez-vous ?

Le double objectif poursuivi par le premier président - assurer au mieux le service public dont la cour est chargée et permettre à chaque magistrat de la cour de travailler dans les meilleures conditions possibles - ne peut pas toujours être atteint. Certains magistrats peuvent éprouver une certaine insatisfaction à propos de leurs affectations ; ils acceptent cependant la situation après qu'on leur a expliqué les motifs de cette décision.

3. OBSERVATIONS COMPLÉMENTAIRES

Aucune

CHAPITRE VII : ÉVOLUTION DE L'ARRIÉRÉ JUDICIAIRE

Les tableaux ci-dessous donnent un aperçu, pour les affaires civiles (y compris les affaires fiscales et les affaires civiles jeunesse), des délais mensuels de traitement, tout d'abord entre la date d'introduction et la date de l'arrêt, ensuite entre la date d'introduction et la date des délibérations et enfin entre la date à laquelle l'affaire est en état et la date de l'arrêt, toujours par chambre pour l'ensemble de l'année civile 2011, avec une moyenne par mois et par année civile. Ces tableaux montrent que le calcul de moyennes a peu de sens parce que les délais de traitement peuvent fortement varier d'une chambre à l'autre. Ces différences dépendent de la nature des affaires traitées, de leur complexité et de leur ampleur. Il ressort en tous cas de ces tableaux que certaines chambres obtiennent un délai de traitement relativement court. Abstraction faite des chambres de vacation (VAC1 et VAC2) ainsi que de la chambre centrale d'introduction (1BIS) (supprimée au 1er septembre 2011), qui enregistrent des délais de traitement très courts, ces tableaux indiquent que, dans les chambres familiales conjointes francophones et néerlandophones (3) ainsi que dans une chambre supplémentaire dans les affaires familiales néerlandophones (3S), le délai maximum de traitement, depuis l'introduction jusqu'à l'arrêt, s'élève en moyenne à 17 mois, que ce délai de traitement a pu, dans un certain nombre de chambres, être limité à maximum 24 mois (chambres 8, 17), dans un certain nombre de chambres à maximum 36 mois (chambres 1, 2, 5, 7, 9, 9B). Dans d'autres chambres, le délai maximum de traitement s'élève à plus de 36 mois (chambres 4, 6FIS, 16, 21 et 6S). Pour cette dernière catégorie, il existe des causes particulières propres à chacune de ces chambres et relatives à des raisons historiques, la fréquence d'audience, la composition du siège, la composition et l'ampleur des listes d'attente. Évidemment, les délais de traitement dépendent toujours du temps que les parties prennent pour mettre l'affaire en état. Toutes les chambres de la cour ont fourni et fournissent des efforts particuliers (et pas seulement au cours de l'année civile en question) pour réduire ces délais de traitement dans la mesure du possible.

STATISTIQUES COMPARATIVES DÉLAIS DE TRAITEMENT

| DEPUIS L'INTRODUCTION JUSQU'À L'ARRÊT | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------|-----|-----|----|-----|-----|------|------|-----|-----|-----|-----|-----|-----------|
| CHAMBRE | JAN | FÉV | MA | AVR | MAI | JUIN | JUIL | AOÛ | SEP | OCT | NOV | DÉC | TOTAL |
| 1 | 34 | 29 | 41 | 32 | 39 | 38 | 38 | | 34 | 36 | 34 | 26 | 35 |
| 1BIS | 4 | 3 | 7 | 2 | 2 | 1 | 3 | | 2 | | | | 3 |
| 2 | 40 | 38 | 37 | 42 | 34 | 31 | | | 43 | 30 | 30 | 29 | 35 |
| 3 | 20 | 19 | 17 | 18 | 14 | 16 | 11 | | 20 | 20 | 17 | 14 | 17 |
| 4 | 76 | 44 | 45 | 34 | 56 | 54 | | | 56 | 40 | 37 | 48 | 49 |
| 5 | 29 | 26 | 27 | 29 | 26 | 24 | | | 34 | 27 | 41 | 30 | 29 |
| 6FIS | 37 | 41 | 42 | 41 | 34 | 44 | | | 42 | 32 | 40 | 34 | 39 |
| 7 | 22 | 55 | 35 | 29 | 26 | 38 | 39 | 31 | 39 | 29 | 31 | 39 | 34 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 8 | 24 | 19 | 31 | 23 | 27 | 21 | | | 26 | 26 | 21 | 22 | 24 |
| 9 | 20 | 21 | 15 | 26 | 39 | 35 | 3 | | 23 | 28 | 30 | 32 | 25 |
| 9B | 22 | 31 | 30 | 33 | 39 | 20 | 33 | | 40 | 29 | | 30 | 31 |
| 16 | | | | | | | | | 43 | 41 | 34 | 37 | 39 |
| 17 | 29 | 24 | 25 | 29 | 21 | 17 | | | 17 | 19 | 22 | 21 | 22 |
| 18 | 18 | 22 | 25 | 18 | 19 | 21 | 18 | | 16 | 24 | 23 | 27 | 21 |
| 20 | 32 | 32 | 29 | 29 | 30 | 29 | 33 | 28 | 30 | 25 | 25 | 30 | 29 |
| 21 | 40 | 30 | 41 | 46 | 58 | 40 | | | 52 | 51 | 41 | 56 | 46 |
| 3S | | | | 13 | 21 | 17 | | | 17 | | | | 17 |
| 6S | 0 | 40 | 12 | 39 | | | | | 108 | 112 | | | 52 |
| VAC 1 | | | | | | | | 1 | | | | | 1 |
| VAC 2 | | | | | | | | 2 | 3 | | | | 3 |
| TOTAL | 28 | 30 | 29 | 28 | 30 | 28 | 22 | 30 | 36 | 36 | 30 | 32 | 30 |

| DEPUIS L'INTRODUCTION JUSQU'AUX DÉLIBÉRATIONS | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------------------------|------------|------------|-----------|------------|------------|-------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| CHAMBRE | JAN | FÉV | MA | AVR | MAI | JUIN | JUIL | AOÛ | SEP | OCT | NOV | DÉC | TOTAL |
| 1 | 30 | 27 | 39 | 30 | 36 | 36 | 35 | | 32 | 34 | 33 | 25 | 32 |
| 1BIS | 2 | 3 | 6 | 1 | 2 | 1 | 2 | | 2 | | | | 2 |
| 2 | 38 | 36 | 35 | 41 | 33 | 31 | | | 41 | 29 | 29 | 28 | 34 |
| 3 | 19 | 18 | 16 | 17 | 13 | 15 | 10 | | 18 | 19 | 16 | 13 | 16 |
| 4 | 75 | 42 | 45 | 34 | 55 | 53 | | | 53 | 39 | 36 | 47 | 48 |
| 5 | 25 | 23 | 24 | 26 | 24 | 21 | | | 30 | 24 | 38 | 28 | 26 |
| 6FIS | 35 | 40 | 39 | 38 | 32 | 43 | | | 39 | 31 | 38 | 33 | 37 |
| 7 | 21 | 54 | 34 | 28 | 24 | 35 | 36 | 27 | 36 | 28 | 29 | 36 | 32 |
| 8 | 23 | 18 | 30 | 22 | 25 | 19 | | | 22 | 25 | 20 | 21 | 23 |
| 9 | 18 | 20 | 13 | 25 | 37 | 34 | 2 | | 20 | 27 | 30 | 31 | 23 |
| 9B | 20 | 29 | 30 | 31 | 38 | 18 | 31 | | 37 | 28 | | 28 | 29 |
| 16 | | | | | | | | | 42 | 39 | 32 | 36 | 37 |
| 17 | 28 | 23 | 24 | 29 | 20 | 17 | | | 17 | 18 | 22 | 20 | 22 |
| 18 | 16 | 20 | 23 | 18 | 17 | 18 | 17 | | 13 | 22 | 21 | 24 | 19 |
| 20 | 30 | 30 | 27 | 27 | 27 | 26 | 30 | 25 | 26 | 24 | 24 | 29 | 27 |
| 21 | 39 | 29 | 39 | 45 | 56 | 37 | | | 48 | 50 | 39 | 56 | 44 |
| 3S | | | | 12 | 20 | 15 | | | 13 | | | | 15 |
| 6S | 0 | 38 | 11 | 34 | | | | | 101 | 106 | | | 48 |
| VAC 1 | | | | | | | | 1 | | | | | 1 |
| VAC 2 | | | | | | | | 1 | 3 | | | | 2 |
| TOTAL | 26 | 28 | 27 | 27 | 29 | 26 | 20 | 26 | 33 | 34 | 29 | 30 | 29 |

| DEPUIS LA MISE EN ÉTAT JUSQU'À L'ARRÊT | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| CHAMBRE | JAN | FÉV | MA | AVR | MAI | JUIN | JUIL | AOÛ | SEP | OCT | NOV | DÉC | TOTAL |
| 1 | 22 | 23 | 21 | 21 | 22 | 19 | 25 | | 17 | 22 | 23 | 19 | 21 |
| 1BIS | 0 | 0 | 0 | 5 | | 2 | 6 | | | | | | 2 |
| 2 | 29 | 27 | 25 | 21 | 22 | 21 | | | 16 | 21 | 18 | 23 | 22 |
| 3 | 11 | 10 | 11 | 9 | 9 | 8 | 7 | | 9 | 10 | 10 | 8 | 9 |
| 4 | 18 | 28 | 24 | 21 | 20 | 21 | | | 37 | 27 | 26 | 27 | 25 |
| 5 | 18 | 16 | 16 | 15 | 18 | 15 | | | 18 | 16 | 18 | 14 | 16 |
| 6FIS | 20 | 24 | 26 | 28 | 22 | 23 | | | 22 | 19 | 26 | 21 | 23 |
| 7 | 13 | 51 | 19 | 23 | 18 | 20 | 29 | 25 | 23 | 17 | 25 | 25 | 24 |
| 8 | 13 | 9 | 14 | 14 | 11 | 13 | | | 15 | 15 | 12 | 11 | 13 |
| 9 | 17 | 10 | 8 | 10 | 21 | 16 | 3 | | 17 | 25 | 17 | 24 | 15 |
| 9B | 15 | 23 | 23 | 23 | 22 | 12 | 27 | | 23 | 15 | | 14 | 20 |
| 16 | | | | | | | | | 32 | 31 | 25 | 26 | 29 |
| 17 | 15 | 15 | 13 | 16 | 11 | 7 | | | 9 | 11 | 10 | 11 | 12 |
| 18 | 10 | 12 | 12 | 14 | 10 | 9 | 10 | | 9 | 12 | 12 | 13 | 11 |
| 20 | 17 | 0 | 16 | 14 | 14 | 15 | 14 | 14 | 18 | 15 | 16 | 16 | 14 |
| 21 | 12 | 22 | 15 | 24 | 22 | 34 | | | 35 | 37 | 28 | 32 | 26 |
| 3S | | | | 6 | 11 | 10 | | | 10 | | | | 9 |
| 6S | 0 | 24 | 6 | 28 | | | | | 44 | 26 | | | 21 |
| VAC 2 | | | | | | | | 1 | 3 | | | | 2 |
| TOTAL | 14 | 18 | 16 | 17 | 17 | 15 | 15 | 20 | 21 | 20 | 19 | 19 | 17 |

Pour les affaires correctionnelles et les affaires protectionnelles de la jeunesse, le délai de traitement entre la première audience et le prononcé n'est normalement jamais plus de 12 mois. La majorité de ces affaires est clôturée dans un délai de traitement s'élevant maximum à 4 mois. Le délai de traitement dans les affaires correctionnelles est considérablement réduit en comparaison avec 2010.

Tableau 43 : CORRECTIONNEL : Nombre de dossiers fixés selon le délai qui s'écoule entre la première audience et le prononcé.

| | 0 → 4 mois | 4 → 8 mois | 8 → 12 mois | 12 → 16 mois | > 16 mois |
|--------------------------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------|
| Chambres correctionnelles | 748 | 91 | 23 | 0 | 0 |

| | | | | | |
|--------------------------------------------------|-----|---|---|---|---|
| Chambre de la jeunesse (protectionnel) | 374 | 7 | / | 2 | 5 |
|--------------------------------------------------|-----|---|---|---|---|

Dans les affaires traitées par la chambre des mises en accusation, la majorité des affaires est clôturée dans le mois suivant la première audience. Le délai de traitement semble en général encore plus court qu'en 2010.

Tableau 44 : CMA : nombre de dossiers fixés selon le délai qui s'écoule entre la première audience et le prononcé.

| | 0 → 1 mois | 1 → 2 mois | 2 → 3 mois | 3 → 4 mois | > 4 mois |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|----------|
| Chambre des mises en accusation (à l'exclusion des appels de la chambre du conseil) | 379 | 26 | 23 | 8 | 2 |
| Chambre des mises en accusation (non lieu, renvoi correctionnel, internement, extradition) | 247 | 26 | 14 | 7 | 17 |

CHAPITRE VIII : L'ARRIÉRÉ DANS LE DÉLIBÉRÉ

1. Indiquez le nombre d'affaires prises en délibéré et dont le jugement a été prononcé :
- a. Dans le mois
 - b. Entre 1 et 2 mois
 - c. Entre 2 et 3 mois
 - d. Entre 3 et 6 mois
 - e. Plus de 6 mois
- après la clôture des débats.

Tableau 45 : Vue d'ensemble de la période de délibéré.

| | 0 → 1 mois | 1 → 2 mois | 2 → 3 mois | 3 → 6 mois | > 6 mois | Total |
|-------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|-------|
| Chambres correctionnelles | | | | | | |
| Nombre d'affaires | 1.019 | 447 | 86 | 85 | 1 | 1.638 |
| Pourcentage | 62,21 | 27,29 | 5,25 | 5,19 | 0,06 | 100 |
| Chambres correctionnelles Sans intérêts civils | | | | | | |
| Nombre d'affaires | 853 | 403 | 81 | 71 | 1 | 1.409 |
| Pourcentage | 60,54 | 28,60 | 5,75 | 5,05 | 0,07 | 100 |
| Chambre des mises en accusation | | | | | | |
| Nombre d'affaires | 2.922 | 5 | 18 | 0 | 0 | 2.974 |
| Pourcentage | 99,15 | 0,17 | 0,61 | 0,07 | 0 | 100 |
| Chambre de la jeunesse (protectionnel) | | | | | | |
| Nombre d'affaires | 389 | 13 | 4 | 0 | 0 | 406 |
| Pourcentage | 95,81 | 3,20 | 0,99 | 0 | 0 | 100 |
| Chambre de la jeunesse (civil) | | | | | | |
| Nombre d'affaires | 166 | 87 | 17 | 3 | 0 | 273 |
| Pourcentage | 60,80 | 31,86 | 6,22 | 1,10 | 0 | 100 |
| Chambres civiles | | | | | | |
| Nombre d'affaires | 1.785 | 799 | 429 | 450 | 69 | 3.532 |

| | | | | | | |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|------|-----|
| Pourcentage | 50,53 | 22,60 | 12,14 | 12,74 | 1,95 | 100 |
| | | | | | | |

Les délais de traitement de l'année passée ont été atteints presque partout ; il existe uniquement une légère baisse en ce qui concerne les arrêts civils.

2. Comment est contrôlée l'application des délais du délibéré ?

Le premier président exerce ce contrôle de la façon suivante :

- La liste de l'arriéré de délibérés de chaque chambre est transmise chaque mois au président de la chambre ordinaire.
- C'est à lui de prendre les mesures adéquates en sa chambre pour réduire l'actuel arriéré éventuel.
- Le premier président, qui reçoit les listes des arriérés de délibérés en même temps que les présidents de chambre, intervient si les mesures prises par les présidents de chambres s'avèrent insuffisantes.

Depuis le 1^{er} septembre 2007 est exercée la surveillance selon les dispositions de l'article 770 du Code judiciaire. Un modèle uniforme de liste mensuelle permettant un traitement informatisé a été élaboré pour l'application de cet article. Ce modèle a été distribué aux tribunaux de première instance et du commerce du ressort de la cour. Le procureur général envoie également au premier président les listes des arriérés de délibérés établies par les procureurs du Roi dans leur arrondissement respectif.

Le premier président, ayant attiré l'attention de chaque magistrat sur le contenu de l'article 770 du Code judiciaire, continue de contrôler la situation et d'encourager les solutions internes aux chambres et/ou aux collèges judiciaires qui auraient à lutter contre l'arriéré de délibéré.

La surveillance est exercée chaque mois et un suivi attentif des affaires prises en délibéré depuis trois mois et plus est organisé.

Les six dernières années, la durée du délibéré des chambres civiles de la cour, exprimée dans le nombre total des arrêts prononcés par ces chambres- a évolué comme suit :

Tableau 46 : Évolution de la durée du délibéré pour les chambres civiles (depuis 2007).

| Évolution de la durée du délibéré pour les chambres civiles (depuis 2007). | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------|-------|-------|-------|--------------|--------------|
| Durée du prononcé | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
| 0-1 mois | 46,03 | 56,44 | 48,14 | 62,26 | 50.53 |
| 1-2 mois | 21,79 | 19,51 | 25,42 | 14,42 | 22.62 |
| 2-3 mois | 11,84 | 9,88 | 11,11 | 11,97 | 12.14 |
| 3-6 mois | 17,00 | 10,38 | 13,04 | 10,32 | 12.74 |
| > 6 mois | 3,34 | 3,79 | 2,29 | 1,03 | 13.95 |

À partir des données, on constate qu'en comparaison avec 2010, la durée du prononcé a augmenté légèrement. Septante-trois pour cent (73,15 %) de toutes les affaires civiles sont clôturées dans les deux mois, ce qui étaye la proposition de modifier l'article 770 C.J. relativement aux affaires traitées par des chambres multiples : la prolongation du délai des délibérations d'un à deux mois, ce qui donne aux magistrats la possibilité de lire de manière approfondie, de commenter et de compléter de manière détaillée les projets de tous.

Une particularité de la cour d'appel de Bruxelles est que les affaires civiles relevant des compétences exclusives de la cour influencent clairement les retards dans les prononcés de la cour. En effet, ces affaires, en raison de leur nature, mais surtout de leur ampleur et de leur complexité, prennent plus d'un mois. L'arrivée de méga-affaires ne fera qu'allonger les délais de prononcé.

3. A-t-on découvert des problèmes à l'application de l'article 770 du C.J. ? **Si oui, lesquels ?**

Dans les dossiers compliqués et dans les affaires civiles attribuées aux chambres à trois magistrats (chambres multiples), il est presque impossible de respecter le délai d'un mois entre la prise en délibéré et le prononcé de l'arrêt, surtout dans les chambres dans lesquelles on lit en profondeur, on commente et complète les projets de tous. En outre, le dépassement du délai de prononcé est toujours examiné en fonction de la nature de l'affaire, de son ampleur et de sa complexité ainsi que d'une éventuelle urgence.

CHAPITRE IX : DESCRIPTION

- **Des actions entreprises pendant l'année en question (2011) pour améliorer le fonctionnement du corps.**

Le plan de gestion, établi en soutien de la candidature du nouveau premier président, a continué à être développé dans différents domaines, et notamment :

a. **Management** :

La structure de gestion interne est restée maintenue, c'est-à-dire qu'une réunion en principe quotidienne a été tenue entre le premier président, ses deux adjoints, le greffier en chef et l'attaché HRM (jusqu'à la fin de son affectation, à sa demande, en avril 2011). À partir de leur désignation, le directeur de gestion et le nouveau greffier en chef ont participé aux réunions du comité de gestion (respectivement à partir de novembre et décembre 2011). Le greffier en chef avait à son tour des réunions régulières avec les greffiers-chefs de service. Le premier président et ses adjoints avaient encore d'autres réunions ponctuelles, tant internes qu'externes. L'équipe de gestion a notamment investi dans les sujets suivants :

1. la réouverture depuis le 01/09/2011 de la 16^e chambre, avec une fixation concentrée d'affaires issues du stock de cette chambre (chambre ayant pour tâche de réduire son stock existant, sans audience d'introduction pour les nouvelles affaires) ;
2. la recherche, en fonction de leurs spécialités, de conseillers suppléants disposés à prêter un service effectif dans une des chambres civiles de la cour (par exemple dans la chambre chargée des compétences exclusives de la cour et dans les chambres n'ayant pas pu être entièrement composées en raison d'absences de longue durée de magistrats effectifs), et le dialogue avec ceux-ci ; affectation, dans le cadre du service de garde, de conseillers suppléants en remplacement de collègues malades et pour remplir les manques créés par les places vacantes ;
3. l'instauration, à partir du 01/09/2011, du système d'introduction directe devant les chambres civiles compétentes de la cour (après suppression des audiences de vérification, au 30/09/2009, la chambre centrale d'introduction a été suspendue dans l'espoir d'arriver à vider enfin toutes les listes d'attente, de sorte que les chambres respectives puissent procéder à des fixations directes et immédiates). À cette fin, les actes suivants ont été effectués :

i. plusieurs réunions d'information ont été organisées ; un plan a été élaboré afin de familiariser tant les magistrats, les greffiers que le personnel de soutien, à la nouvelle méthode de travail (pour ce faire, un manuel a été rédigé, en étroite collaboration avec les greffes, pour les besoins des greffiers et magistrats ; des formulaires modèles ont aussi été préparés ; on a profité de l'occasion pour diminuer le nombre de formulaires) ; l'intervention de référendaires via un tour de rôle a été prévue afin de contribuer à résoudre des problèmes relatifs à la qualification de la nature de l'affaire ;

ii. la liste des « codes nature de l'affaire » a été rafraîchie (c'est-à-dire que des catégories trop générales et trop vagues – telles que « factures » et « autre » - n'ont plus été reprises et retirées de la liste des codes nature de l'affaire telles qu'elle a été mise à la disposition des avocats et du public, aux greffes de la cour) et la codification lors de l'introduction de nouvelles affaires (la détermination de l'objet de la demande, et donc de la chambre compétente) a été transmise aux avocats (en vertu d'un protocole conclu notamment à cet effet entre la cour et les barreaux du ressort) après que toutes les informations utiles et nécessaires dans ce cadre ont été diffusées dans des discussions et via tous les canaux accessibles aux avocats (et au public) (entre autres par la publication sur le site internet de la cour) ; l'introduction directe donne aux magistrats la possibilité de contrôler la codification et on a développé un système simple permettant de faire parvenir le dossier dans les quinze jours à la chambre compétente ; ce système a pallié le cumul de contrôles des codes et le problème d'attribution en temps opportun d'une affaire en fonction du code à la chambre compétente.

4. un suivi rigoureux de l'arriéré de délibérés auprès des magistrats de la cour, en déterminant les causes de celui-ci, en recherchant des solutions, en formulant des propositions, en concluant des accords dont l'exécution a été contrôlée en temps opportun ; grâce à quoi le temps moyen passé entre la prise en délibéré d'une affaire et le prononcé de la cour s'est en général réduit ;

5. l'élaboration d'un système permettant de localiser physiquement chaque dossier en principe à tout moment ;

6. un contact régulier avec la presse, comme en témoignent :

- 16/01/2011 : interview pour « De Standaard » et « De Tijd »

- 06/09/2011 : interview pour TV Brussel ;

- 10/09/2011 : conférence de presse : présentation du rapport de fonctionnement de 2010 à la presse écrite et visuelle, ainsi qu'explication de la problématique du surnombre d'affaires d'assises du ressort ; une boisson a ensuite été offerte aux participants.

Les magistrats de presse des cours de Gand et d'Anvers ont été contactés afin de convenir de recommandations uniformes relatives aux relations avec la presse au cours d'affaires d'assises.

À l'initiative de la cour d'appel de Bruxelles, une première liste de tous les magistrats de presse du Royaume, siège et parquet, a été rédigée et diffusée parmi les corps et aux journalistes ;

7. une analyse critique des données statistiques disponibles et pertinentes a été entamée ; pour ce faire, des réunions ont notamment été organisées avec les membres du B.P.S.M. afin de mieux connaître la méthode de travail qu'ils ont utilisée pour traiter les données dans le but d'obtenir des informations utiles, et pouvoir apprécier ces données à leur juste valeur ; des contacts réguliers ont été entretenus avec le B.P.S.M. depuis la fin de 2011, vu les différences dans les données tirées du système SAS d'une part et celles du système propre à la cour ; un certain nombre d'erreurs ont pu être détectées et il a pu être démontré que quelques-unes de ces différences sont dues à un encodage différent de données ou à des interprétations différentes de codes ; le contrôle de ces problèmes est par ailleurs utile à toutes les juridictions nationales, puisque seules des données statistiques collectées et encodées de manière uniforme permettent des comparaisons susceptibles d'aboutir à une amélioration des méthodes de travail utilisées au niveau local ; il a été expérimenté que lorsque les problèmes sont abordés correctement, de manière synthétisée, claire et amicale, le B.P.S.M. montre beaucoup de bonne volonté à résoudre les problèmes et à penser comme un organe juridictionnel ;

8. le suivi et l'affinement des listes d'attente de toutes les chambres civiles, ce qui permet d'obtenir des listes d'attente réduites et en diminution pour un certain nombre de chambres, avec la perspective de fixations directes pour quelques-unes d'entre elles ;

9. la distribution et redistribution de matières en fonction d'une liste affinée des codes nature de l'affaire et de la charge de travail des différentes chambres.

b. Les locaux :

1. réalisation du réaménagement complet du « salon rouge » et du local situé derrière celui-ci, afin d'y installer le secrétariat, après subdivision en trois

locaux séparés ; discussion, engagement et livraison de nouveaux meubles : tables, chaises, chaises de bureau, armoires de classement ; l'objectif sous-jacent, qui était une rationalisation, en rassemblant tous les services et personnes impliquées par la direction de la cour dans les environs immédiats du bureau du premier président, a ainsi été réalisé ; des négociations avec la Direction Monuments et sites pour l'approbation des travaux envisagés ont abouti à la réouverture de deux fenêtres donnant sur le couloir, qui étaient depuis des années recouvertes de panneaux ;

2. déménagement du secrétariat, et déplacement du coffre-fort vers les locaux rénovés (janvier 2011) ;
3. évacuation, hors de la bibliothèque, d'un système de fiches n'étant plus utilisé, obsolète, prenant énormément de place ;
4. engagement de principe concernant le réaménagement complet de la section affaires de la jeunesse : greffe, salle d'audience et locaux pour les magistrats ; ces travaux permettront de libérer de nouveau le couloir auparavant utilisé comme greffe, ce qui améliorera la sécurité dans le bâtiment, vu qu'une nouvelle voie d'évacuation sera disponible ; ces travaux sont prévus vers la fin du mois de février 2012 (lors de la rédaction du présent rapport, le 4 juin 2012 est avancé comme date de départ des travaux) ;
5. obtention, après négociations avec le président du tribunal de première instance de Bruxelles, de la mise à disposition de deux salles d'audience supplémentaires pour la cour :
 - i. la salle 01.14 : elle a été entièrement rafraîchie pour pouvoir héberger les chambres fiscales : mise en service fin janvier 2011. Est également annexé à ce local un grand espace d'archives auparavant utilisé comme archives militaires et qui a aussi été attribué à la cour ; un nouveau sol a également été posé dans cette salle d'audience (août 2011) ;
 - ii. la salle 01.18 à partir de novembre 2011, pour y tenir les audiences de la chambre des mises en accusation en remplacement de la salle 02.4 (une salle sécurisée utilisée par les chambres des mises en accusation), que le médecin du travail a condamnée en raison d'une situation dangereuse pour la santé des utilisateurs ;
6. réaménagement de l'espace d'entreposage derrière la salle d'audience solennelle en y installant des étagères sur lesquelles le stock de livres historiquement importants a été rangé ;

7. obtention, après de nouvelles négociations, d'espaces d'archives supplémentaires (E61, 62, 63, 64 et 66 au 01 et M61 B au -2) à partir du 25/05/2011, en échange, via le collège des procureurs généraux, de deux grands espaces d'archives auparavant utilisés par les tribunaux militaires ; le besoin d'espace d'archives semble ainsi résolu pour quelques années ;
8. rafraîchissement, autour de la salle d'assises, des toilettes, des salles d'attente des témoins et des cellules des détenus ; renouvellement des revêtements usés des sièges des magistrats, des jurés et des avocats (grandes vacances 2011) ;
9. aménagement de la chambre du conseil de la 1^{ère} chambre de la cour afin de pouvoir également l'utiliser comme espace de réunion pour des groupes restreints ;
10. discussions avec le procureur général en vue du fusionnement des bibliothèques des deux corps en un seul local avec un seul employé, dans le local de la cour actuellement destiné à cet effet ;

c. Le personnel :

1. suivre de près, insister et obtenir l'accord du ministre de la Justice et du service du personnel justice en ce qui concerne la procédure accélérée de places vacantes et la nomination de conseillers dans des places vacantes à la cour, qui étaient reportées pour des raisons budgétaires. Inciter et contribuer à la recherche de candidats possédant le profil adéquat, - rédigé au préalable -, eu égard aux besoins de la cour (recrutement proactif) ;
2. discussions avec le service du personnel du SPF Justice afin de réussir à combler les lacunes dans le cadre du personnel du greffe, notamment en raison de nominations, engagement à temps partiel, interruptions de carrière (2 assistants) et enregistrer des progrès dans la procédure de nomination de 2 nouveaux greffiers en remplacement de 2 autres ayant demandé et obtenu leur mutation ;
3. obtention d'un accord de principe du ministre de la Justice (après négociations, discussions avec le ministre et l'Institut de Management public) pour la désignation d'un directeur chargé d'assister le management de la cour, sous l'autorité du premier président ; organisation de la sélection et désignation définitive, le 02/11/2011, du nouveau directeur de gestion après qu'un candidat sélectionné plus tôt s'est retiré parce que son contrat lui avait été

soumis pour signature trop tard et qu'il avait entre-temps trouvé un autre emploi ;

4. sélection et désignation, après presque un an et demi d'insistance, d'un nouveau greffier en chef (05/12/2011) ;
5. organisation et entretiens de candidats chef de service faisant fonction du greffe correctionnel ; sélection et désignation d'un chef de service faisant fonction ;
6. obtention d'une décision de principe, en novembre 2011, pour la mise à disposition de deux référendaires supplémentaires afin de faire face aux besoins en matière de compétences exclusives et d'affaires d'assises ;
7. huissiers de chambre : discussion avec les organes juridictionnels du ressort et élaboration d'un accord en ce qui concerne la répartition du contingent d'heures disponibles pour 2012 ;
8. afin de renforcer les liens de collaboration ainsi que l'esprit d'équipe, les événements suivants ont été organisés :
 - la réception de nouvel an annuelle pour tous les magistrats du siège (effectifs et pensionnés de même que les conseillers suppléants) et du parquet, le personnel de la cour et un certain nombre d'invités ;
 - une rencontre, le 28/09/2011, pour mieux connaître tous les magistrats en fonction du siège et le personnel de la cour, avec rafraîchissements et collations ;
 - le dîner annuel pour les membres du secrétariat et de l'équipe de gestion.

- **Des résultats**

Voir ci-avant.

TABLE DES MATIERES

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Chapitre I : Moyens et personnel | 1 |
| Chapitre II : Moyens logistiques | 9 |
| Chapitre III : Organisation | 13 |
| Chapitre IIIbis : Directeur de gestion: activités et impact sur le fonctionnement de la cour | 20 |
| Chapitre IV : Structures de concertation | 23 |
| Chapitre V : Statistiques | |
| ⇒ Civil | 28 |
| ⇒ Fiscal | 34 |
| ⇒ Jeunesse | 39 |
| ⇒ Intérêts civils | 43 |
| ⇒ Correctionnel | 46 |
| ⇒ Chambre des mises en accusation | 49 |
| ⇒ Cour d'Assises | 51 |
| Chapitre VI : Evolution de la charge de travail | 53 |
| Chapitre VII : Evolution de l'arriéré judiciaire | 59 |
| Chapitre VIII : L'arriéré dans le délibéré | 63 |
| Chapitre IX : Description | 65 |

◇◇◇